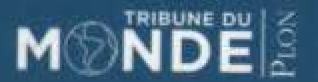


Après plusieurs années de recherches, de prises de contact et d'entretiens avec différents protagonistes de la scène djihadiste internationale, Wassim Nasr propose une analyse inédite de l'État islamique.
Pourquoi la diplomatie française a-t-elle adopté « Daech » comme appellation ? Est-ce vide de sens ou un vrai élément de langage ?
Quelles sont les origines du groupe né en Irak lors de l'invasion américaine et que le monde semble découvrir avec la prise de Mossoul à l'été 2014 ? Comment a-t-il évolué en Syrie puis en Irak ? Quelle est la nature de sa relation avec Al-Qaïda ? Est-ce une création de l'Occident, du régime syrien, de l'Iran ou même le fruit d'une conspiration mondiale ?
Quels sont les objectifs de l'État islamique et pour quelles raisons de nombreuses recrues de divers pays et de différentes origines sociales le rejoignent ? Quelle est la nature de sa relation avec les chrétiens d'Orient ? Comment justifie-t-il l'esclavage des femmes yézidies ?
Quelles sont ses ressources et ses sources réelles de financement ? S'agit-il des monarchies du Golfe avec à leur tête l'Arabie Saoudite ?
Autant de questions auxquelles cet ouvrage répond en nous donnant les clefs pour comprendre enfin ce qu'est l'État islamique.

Wassim Nasr est journaliste, spécialiste des mouvements et mouvances djihadistes pour France 24.

Wassim Nasr

ÉTAT ISLAMIQUE, LE FAIT ACCOMPLI



«Tribune du monde»

Collection dirigée par
Olivier Ravanello

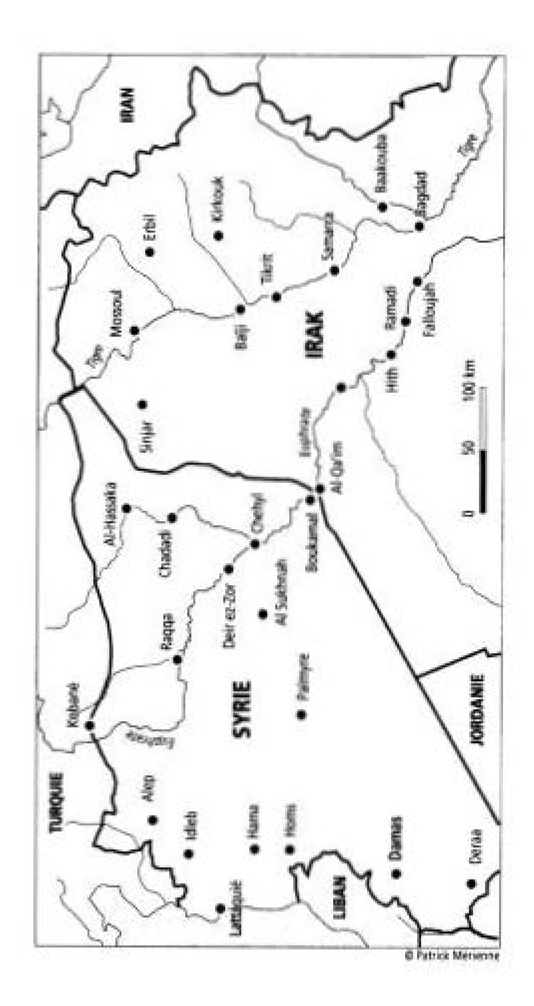
«Mal nommer les choses,
c'est ajouter au malheur du monde.»

Albert Camus

© Éditions Plon, un département d'Édi8, 2016
12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.plon.fr

ISBN : 978-2-259-24897-6

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.





An nescis, mi fili, quantilla prudentia mundus regatur.

PRÉFACE

La terreur

Le communiqué était tombé quelques heures plus tôt. Un attentat revendiqué par l'État islamique en Irak et au Levant. Dans une loge, Wassim Nasr attendait avant d'entrer sur le plateau. Moi : « Vous pensez que le communiqué est authentique? » Lui : « Oui, je les ai eus hier, c'est bien eux. »

Eux, c'est l'État islamique, la « menace absolue », partout et si loin. Lui, c'est Wassim, journaliste devant mes yeux. Et il leur parle directement.

Voilà l'homme que vous allez lire. Diplômé de l'IRIS, bastion de l'analyse géopolitique française, il fait aujourd'hui autorité sur la question de l'État islamique. Pourquoi? Parce qu'il a travaillé sur ce nouvel ordre noir depuis plus longtemps que n'importe quel autre. Parce qu'il les a vus venir, grandir, s'organiser, et qu'il a compris avant tout le monde une chose fondamentale :

l'EI n'est pas un groupe terroriste qui a prospéré, mais une révolution en marche.

Il a une matrice : l'Irak et la lutte contre l'envahisseur américain. Une doctrine : l'islam dans sa lecture wahhabite. Une genèse : Al-Zarqaoui et l'insurrection de Falloujah. Et ensuite, la terreur s'est mise en route, sans rien inventer au registre du mal et de la folie politique.

Al-Baghdadi comme un nouveau Robespierre. Le conseil comme un nouveau Comité de salut public. Dans l'État islamique aussi, on décapite et on exhibe. On exécute ceux qui ne sont pas aveuglés. Les têtes au bout d'une pique ou accrochées dans les rues. Les colonnes infernales qui entrent dans les villes. On massacre les Yézédis, on chasse et on asservit les chrétiens d'Orient. « Suivant les ordres que vous m'aviez donnés, j'ai écrasé les enfants sous les sabots des chevaux, massacré les femmes qui, au moins pour celles-là, n'enfanteront plus de brigands. Je n'ai pas un prisonnier à me reprocher. J'ai tout exterminé. » Al-Baghdadi? Non, le général Westermann rendant compte au Comité de salut public. Le Coran comme nouveau salut public.

À Palmyre, on détruit les symboles du passé, de tous les passés. Comme Saint-Germain-l'Auxerrois à Paris en 1793, l'église de Raqqa, la capitale de l'EI, est devenue un poste de police. Des bâtiments réquisitionnés servent de casernes. Les tribunaux

islamiques rendent la loi basée sur la charia comme de véritables tribunaux révolutionnaires. On exécute en masse les uns au canon, les autres à l'explosif ou à la lame, de Sanson à Djihadi John. On lève l'impôt, on commerce. On remet en cause les frontières tracées par l'étranger, ou plutôt les étrangers, le Britannique Sykes et le Français Picot. On fait table rase du passé.

Les attentats de Paris et la menace qui pèse de plus en plus sur nos démocraties ne doivent pas nous faire perdre de vue que l'État islamique ne fait pas simplement la guerre à l'Occident; il gouverne un territoire. Il est devenu un régime. Un jour, certains y ouvriront peut-être une ambassade, comme autrefois dans le Kaboul des talibans.

C'est un fait accompli. L'EI est un État. Les querelles sémantiques n'y feront rien. L'analyse de la réalité proposée par Wassim Nasr s'impose à tout esprit bien fait. L'État islamique est là; il faudra faire avec. Ou plutôt contre.

Olivier RAVANELLO

INTRODUCTION

Prélude du djihad

Cet ouvrage n'est pas truffé de références ni de chiffres, il ne fait pas écho à des considérations politiques et n'a pas davantage de prétention scientifique. Le but est de raconter l'État islamique par les propos d'acteurs et de témoins oculaires, mais aussi à travers mon observation de la montée en puissance du phénomène. Pour des raisons évidentes, des pseudonymes seront utilisés tout le long de ce récit. Une seule exception sera faite. Les propos et les idées transcrits sont des bribes, non exhaustives, de plusieurs années de veille, de recherches, de prises de contact et d'entretiens avec différents protagonistes de la scène djihadiste.

J'ai pu interviewer plusieurs personnages et figures d'Al-Qaïda et de l'État islamique (EI). Certains entretiens ont été conduits à distance *via* les réseaux sociaux ou *via* des intermédiaires, d'autres directement par téléphone dès l'année

2012. J'ai fini par rencontrer certains de mes interlocuteurs au cours de voyages en Turquie et en Europe. Ces rencontres, et le contact continu avec ces acteurs du djihad en Syrie, en Irak ou même en Afrique, m'ont permis une meilleure compréhension de l'État islamique, cette nouvelle entité sur laquelle je m'efforce de garder un regard froid et sans jugement de valeur. Cette quête a commencé à un moment où encore peu de confrères, de chercheurs ou de responsables politiques – tous bords confondus – s'intéressaient à la remontée en puissance d'un phénomène mondial vieux de plusieurs décennies, le djihad moderne. Donné pour mort, avec l'élimination du notoire Oussama ben Laden et après plusieurs décennies de « guerre contre le terrorisme », pourtant le djihad est global et plus fort que jamais.

Aujourd'hui, on a l'impression que le djihad peut toquer à la porte de n'importe qui à n'importe quel moment. Tout le monde peut voir un de ses proches se transformer en victime ou en bourreau. Le djihad est global.

Mais précisons qu'avant cette évolution le djihad levantin était une affaire d'État syro-irakienne. Le régime baasiste et laïque de Saddam Hussein avait entamé un retour vers la religion. *Allah Akbar* était inscrit sur le drapeau et des formations islamiques étaient dispensées aux officiers.

L'islam brandi comme mobilisateur des Irakiens et quelques missiles Scud sont lancés sur Israël dans une tentative d'embraser la région. La religion comme dénominateur commun, une formule qui marche. C'est à cette époque que les premiers djihadistes occidentaux ont rejoint l'Irak pour s'entraîner dans les camps de la jeunesse baasiste, tout un symbole et toute une contradiction en même temps. C'est à cette époque que le Parisien Boubaker al-Hakim, un des mentors des frères Kouachi, avait rejoint l'Irak ; la France de son côté avait refusé de participer à cette guerre aux côtés des États-Unis et de la Grande-Bretagne pour déchoir Saddam Hussein. Tout le monde se rappelle encore le discours de Dominique de Villepin aux Nations unies. Al-Hakim est aujourd'hui dans les rangs de l'État islamique. De son côté, à la chute de Saddam Hussein, le régime baasiste syrien de Bachar el-Assad ouvrira sa frontière avec l'Irak aux djihadistes qui veulent se battre contre l'armée américaine. Cette combinaison a semé les graines de l'actuel État islamique.

1

« Daech » ou État islamique ?

Les décideurs occidentaux, à Paris, Londres et Washington, se sont très vite mis d'accord sur un point concernant l'État islamique : il fallait lui nier toute prétention islamique et étatique. Pour Obama, Hollande et Cameron, l'EI n'a « rien d'islamique et rien d'un État non plus ». C'est pour aller dans ce sens que, dès septembre 2014, les chancelleries ont adopté le mot « Daech ». Les autorités françaises franchissent les premières ce palier dans la guerre sémantique, en adoptant officiellement ce qu'ils appellent un acronyme arabe, « Daech », pour désigner l'EI. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, appelle les journalistes à bannir les mots « État » et « islamique » dans leur description ou désignation de l'EI. Un élément de langage s'impose par le haut, n'en déplaise à ceux qui se sont moqués du président de la République et de son gouvernement en critiquant cette initiative, arguant que « Daech »

n'était qu'un acronyme en arabe, sans véritable sens.

Mais est-ce vraiment un simple acronyme arabe de l'État islamique en Irak et au Levant (al-Dawla al-Islamiya fi al-Irak wa ash-Sham ou EIIL), ancêtre de l'actuel État islamique? Quelle est l'origine de cette appellation?

Nombre de journalistes, d'observateurs et de commentateurs pensent donc que le mot «Daech» est un acronyme arabe pour désigner l'EI. Mais c'est faux. Il faut ici rappeler que les acronymes sont rarement utilisés dans la langue arabe en général, et encore moins par les organisations ou groupes à vocation politique. Les deux exceptions les plus connues sont celles du Hamas palestinien, en arabe Harakat Al-Moukawama Al-[i]Slamiya, le Mouvement de résistance islamique dans sa version française, et du Fatah, l'acronyme inversé de harakat ut-tahrîr il-falastîniyy» ou Mouvement de libération palestinien. L'État islamique en Irak et au Levant, ancêtre de l'EI, a de son côté d'emblée rejeté l'acronyme «Daech» par le biais de différents communiqués.

Cette appellation a été lancée peu après l'annonce de la création de l'EIIL le 9 avril 2013. D'abord sur les réseaux sociaux puis par des médias hostiles au groupe, parmi lesquels la chaîne saoudienne Al-Arabiya ou d'autres chaînes ou sites d'information iraniens, syriens, égyptiens,

etc. La dénomination sera adoptée et encouragée dans les rangs des pouvoirs opposés à la création de cette nouvelle entité dans la région, mais aussi du côté des rebelles syriens.

Pourquoi ce choix sémantique? Le mot ou l'expression, considérée comme «péjorative» par les djihadistes, n'existe en fait pas en tant que telle dans la langue arabe. Mais d'autres mots, proches phonétiquement, oui. À l'instar de *Daes* – celui qui écrase avec son pied –, ou de *Dahes* –, celui qui sème la discorde ou la zizanie. *Dahes* fait aussi référence à de célèbres batailles de l'histoire du monde arabe, les batailles de Dahes wal Ghabra, entre 608 et 650 apr. J.-C. Elles opposèrent entre elles des tribus arabes dans la période préislamique, appelée Jahilya – ce qui signifie l'époque de l'ignorance en arabe –, qui finiront par s'unir «grâce à l'islam». Le terme *Daech* renvoie donc inévitablement à une image et à des concepts très négatifs pour l'EI.

Le but recherché par tous les acteurs qui l'emploient, dans les deux camps qui se battent sur le terrain, est justement d'occulter la nature islamique et les ambitions étatiques de cette nouvelle entité qui bouleverse l'ordre régional et menace tous les pouvoirs établis sans exception, n'en déplaise aux conspirationnistes. Le but est donc de minimiser l'influence de l'EIIL puis de l'EI au

sein des populations de la région et d'empêcher toute adhésion idéologique massive.

L'Arabie Saoudite, ennemi juré des djihadistes depuis la fin de la guerre d'Afghanistan, a été parmi les premiers pays du monde arabe à imposer l'emploi de ce terme. Le royaume des Saoud est, de fait, l'un des pays les plus vulnérables face à l'idéologie de l'État islamique : le pays, source du wahhabisme, a choisi une application rigoriste de la charia comme mode de gouvernance et de législation. On pourrait dont considérer que la population saoudienne est prédisposée à adopter les préceptes d'un État islamique tels que ceux prônés par l'EI; les Saoudiens sont d'ailleurs parmi les plus représentés dans les rangs, notamment chez ses figures religieuses et militaires. En termes de fondamentalisme, on peut ici préciser que les femmes ont le droit de conduire une voiture à Raqqa, bastion de l'EI en Syrie, ce qui n'est pas le cas à Riyad.

Un an plus tard, les chancelleries occidentales trouveront dans ce terme un intérêt sémantique, et ce pour les mêmes raisons. À Paris, Londres et Washington, le danger d'une adhésion populaire à l'EI sont l'assurance d'un bouleversement irréversible de l'ordre imposé puis établi sur la dépouille de l'Empire ottoman malade. Un ordre qui serait dérangé par l'EI, mais aussi par différents acteurs régionaux, tels que les groupes

armés kurdes (PKK, YPG ou autres) et les milices chiites irakiennes et iraniennes, cent ans après les accords Sykes-Picot, qui ont permis aux Occidentaux de tracer les frontières des pays du Levant. On aura l'occasion d'y revenir.

Ce choix d'une alternative au terme « État islamique » vient donc à un moment ou les puissances occidentales ont pris conscience de l'attractivité de l'EI au niveau régional, mais aussi du danger de l'adhésion d'une partie, même infime, de leur population aux idées de l'EI. Cet islam qui se veut davantage révolutionnaire que traditionaliste pourrait faire écho à un besoin profond de rébellion et toucher un public plus large que le public traditionnel des mouvances djihadistes qui ont précédé la création de cette entité.

2

L'État islamique : un « électron libre » autosuffisant

L'État islamique ne bénéficie pas de soutien étatique direct. Pour mettre les choses au clair, il est tout de même nécessaire de rappeler qu'au début de la guerre en Syrie, certains États ont effectivement fermé les yeux sur les flux financiers dont a pu bénéficier l'embryon de l'actuel EI. Ces flux transitaient *via* la Turquie, le Koweit, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis ou d'autres pays de la région. Ils provenaient souvent de donateurs privés (riches businessmen, personnalités religieuses, etc.). Cela à une époque où des campagnes de financement ont été organisées de manière publique ou privée pour soutenir différentes factions en Syrie. Ces dons passaient par des banques, des ONG, des institutions, ou encore directement de main en main.

Aujourd'hui, les monarchies du Golfe, avec à

leur tête l'Arabie Saoudite, sont des cibles de choix pour l'EI.

Est-ce que l'Arabie Saoudite soutient l'EI ?

Le but de l'EI est d'installer dans la durée un califat islamique qui s'étend de l'océan Atlantique aux confins de la Chine et des Philippines, voire sur toute la planète. L'irruption de l'EI sur la scène mondiale est la conséquence même de cette volonté de créer un État révolutionnaire qui bouleverse les ordres établis dans le but de provoquer une transformation radicale aux niveaux politique et social. Cette expérience est loin d'être unique, les exemples historiques ne manquent pas. La Révolution islamique en Iran ou la révolution bolchevique sont deux exemples du XX^e^ siècle. Même si ces deux expériences sont incomparables, dans les deux cas les sociétés concernées ont été complètement bouleversées et ont fait l'objet de changements radicaux.

Cette nouvelle entité prend pied avec une organisation territoriale décentralisée, des émirs (commandants), des wilayat (gouvernorats), des corps de métier, etc. : une autorité décentralisée aux ordres d'un calife, mais tout à fait remplaçable. Dans une construction djihadiste, les chefs sont toujours remplaçables, la survie des groupes

en dépend. Là non plus les exemples historiques ne manquent pas, le plus emblématique étant celui d'Al-Qaïda qui a survécu à la mort de son fondateur, Oussama ben Laden.

Quand se pose la question des soutiens étatiques à l'EI, souvent revient l'Arabie Saoudite. Ces accusations s'appuient sur un argumentaire désormais « classique » qui rappelle le rôle de Riyad en Afghanistan lors de la guerre entre les moudjahidines et l'armée soviétique (1979-1989), et ce en concertation avec Washington. Même l'embryon d'Al-Qaïda, Maktab al-Khadamāt ou Bureau de services, créé par Abdallah Azzam et par Oussama ben Laden, avait bénéficié indirectement de cette aide. Peut-on pour autant en conclure que Riyad et Washington étaient les commanditaires des attentats du 11 septembre 2001 ? Non.

S'il est certain que l'Arabie Saoudite a aidé et soutenu des groupes et des factions islamistes en Syrie, on ne peut pas en conclure que Riyad est aujourd'hui le commanditaire de l'expansion territoriale de l'EI des deux côtés de la frontière. À l'inverse, dès 2007, la monarchie saoudienne et ses services ont joué un rôle déterminant dans la création et le financement des « forces d'éveil » (Sahwat) sunnites en Irak, qui avaient pour objectif de combattre Al-Qaïda en Mésopotamie et son émanation, l'État islamique. Depuis fin 2013,

Riyad soutient d'ailleurs directement et exclusivement les factions syriennes qui combattent l'EI.

Il faut rappeler que, depuis 2003, la monarchie saoudienne est engagée dans une stratégie de lutte et d'endiguement des mouvements djihadistes à l'intérieur et hors de ses frontières. On le voit à ses efforts pour chasser Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) de son territoire et à la combattre au Yémen voisin. Les médias saoudiens sont, eux aussi, en guerre ouverte contre Al-Qaïda et contre l'EI. Les autorités religieuses saoudiennes édictent quasi quotidiennement des «fatwas» interdisant à leurs compatriotes de rejoindre les groupes djihadistes. Quant aux prisons saoudiennes, elles sont peuplées de djihadistes de retour au pays, d'aspirants djihadistes et même de sympathisants de la cause du djihad n'ayant aucun lien avéré avec une quelconque organisation. Les religieux saoudiens sont en tête de file dans la guerre idéologique contre les djihadistes, les exemples ne manquent pas. À ce titre, nombreux sont ceux qui se trouvent sur les *kill lists* de l'EI.

« On reviendra en conquérants »

Premiers concernés par ce soutien présumé, les djihadistes saoudiens ont un avis bien tranché sur le rôle joué par les autorités de leur pays

natal. Qu'ils soient dans les rangs d'Al-Qaïda ou de l'EI, les djihadistes originaires d'Arabie Saoudite rejettent la qualification de «saoudiens», ils se disent «de la péninsule Arabique» (Jazraoui) et renient en bloc leur nationalité saoudienne. Cette réalité se reflète clairement dans les vidéos et communiqués officiels de l'EI. Dans *Le Choc des épées 4* (*Salil al-Sawarim 4*), vidéo de propagande, on voit des djihadistes de différentes nationalités déchirer et brûler leur passeport, parmi eux des Saoudiens, des Kosovars, des Tunisiens, etc. Mes multiples contacts avec ces djihadistes qui étaient à différents niveaux de responsabilité au sein de l'EI m'ont donné une certitude : ils détestent les Saoud et tout ce que la famille royale représente. La multiplication des attentats et des assassinats revendiqués par l'EI en Arabie Saoudite ne font que confirmer les dires de ces djihadistes qui n'ont pas varié depuis 2012, sachant qu'un certain nombre d'entre eux avaient passé des années en prison ou même dans des centres dits de «déradicalisation» dans le royaume wahhabite.

Pour certains, ils ont laissé femmes et enfants derrière eux, que ce soit en Arabie Saoudite ou dans une Turquie devenue inaccessible. Un de mes contacts, al-Zoughbi, commandant de l'EI avec qui j'ai entretenu des contacts réguliers même quand il était cloué sur son lit d'hôpital

suite à des blessures graves, me confiait à quel point sa femme lui manquait. Cette intimité qu'il avait accepté de dévoiler était d'ailleurs devenue un des moyens pour moi de le reconnaître chaque fois que son compte Twitter était recréé après avoir été supprimé : pensant que c'était lui, je lui demandais comment il allait, il me répondait avec un cœur. J'étais donc certain que c'était lui.

Sans les citer, plusieurs djihadistes saoudiens me diront clairement et directement au fil des années : « On reviendra en conquérants détrôner ces apostats de Saoud qui prétendent défendre l'islam et les musulmans en combattant les moudjahidines. » Les Saoud ont effectivement de quoi s'inquiéter, ils ont une entité djihadiste et révolutionnaire à leurs portes, qui recrute dans toutes les classes sociales et qui veut leur dérober le statut de défenseurs et représentants de la Oumma[1]. Finalement, à regarder de près, l'Arabie Saoudite, dirigée par une famille régnante, est tout autant monarchique que théocratique. Or, c'est un statut de théocratie pure que revendique haut et fort l'EI.

1. Communauté des croyants.

« L'organisation terroriste la plus riche au monde » ?

« L'État islamique, l'organisation terroriste la plus riche au monde », on a entendu cette affirmation en boucle dans les médias, notamment après la prise de Mossoul (juin 2014) et la mainmise des djihadistes sur des quantités de biens, d'argent liquide et d'or présents dans les coffres des banques de la ville irakienne. L'EI, encore EIIL pour quelques jours, s'est très certainement enrichi avec cette victoire, mais on est loin des milliards de dollars évoqués. D'ailleurs, les banques de Mossoul seront très vite remises en service et les employés appelés à rejoindre leurs postes par les djihadistes. L'EI souhaite maintenir un système économique qui fonctionne. Si il s'est enrichi de plusieurs millions de dollars, vu son fonctionnement avec des administrations, une armée, une infrastructure à entretenir en temps de guerre, les millions peuvent s'évaporer rapidement ; à l'inverse des organisations terroristes qui ont pu contrôler des territoires avant lui, comme Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA), Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Nord Mali ou les Chebab en Somalie, l'EI règne sur une population de plus de huit millions d'individus à administrer.

Surgit alors la question des financements de l'EI. On oublie souvent que le territoire contrôlé par l'EI en Syrie et en Irak est un territoire riche en ressources naturelles. Le pétrole en fait partie, mais d'après les différents témoignages que j'ai eu l'occasion de récolter, et dont celui d'Al-Chami qui a rejoint l'Europe en tant que réfugié, l'EI ne tire pas l'essentiel de ses ressources du pétrole, qui est d'ailleurs en grande partie raffiné par des particuliers et destiné à être revendu sur place en Syrie et en Irak. L'EI prend alors une taxe sur ces ventes. Les acheteurs sont les meilleurs payeurs, tout simplement. Et ces derniers sont souvent des factions rivales, qui peuvent aller des forces loyales à Damas aux différentes factions rebelles. Les hydrocarbures sont aussi utilisés par l'EI dans le cadre de l'effort militaire pour approvisionner ses troupes, mais aussi vendus à bas prix ou même distribués aux civils.

En ce qui concerne ces trafics d'hydrocarbures ou de pétrole brut, la Turquie est souvent montrée du doigt. Mais on oublie que les réseaux de trafic d'hydrocarbures datent du début des années 1990, à l'époque où l'Irak de Saddam Hussein était sous embargo. L'Iran était aussi sous embargo, et le Kurdistan irakien, enclavé entre deux, était devenu un lieu de transit. Ce sont ces mêmes réseaux de trafic et de trafiquants à cheval sur ces frontières qui sont à l'œuvre

aujourd'hui, donc vers la Turquie, mais aussi vers le Kurdistan irakien voire vers l'Iran. Et une partie des bénéfices de ce trafic tombe dans les caisses de l'EI.

Comme pour d'autres trafics illicites, les trafiquants vendent au meilleur payeur sans considération politique ou morale aucune. Les objets du trafic finissent par se mélanger avec les flux légaux. Les « diamants du sang » d'Afrique n'arrivent-ils pas dans les bijouteries européennes ?

Les revenus les plus importants de l'EI proviennent tout simplement des territoires et des populations qu'il contrôle. Son fief ne se résume pas à de grandes étendues désertiques. Blé et coton sont cultivés dans les zones agricoles. Dès 2013, plusieurs silos de grains sont tombés entre les mains des djihadistes à travers la Syrie. L'EI bénéficie aussi des industries présentes dans ces régions, parmi lesquelles l'industrie du béton. Il pratique aussi les « taxes de passage » dans son territoire pour les convoyeurs de marchandises. Il a même instauré un système de reçus pour que les convoyeurs ne payent pas plus d'une fois pour la traversée, la sortie ou l'entrée.

Les différents revenus sont gérés par Bayt al-Mal, l'équivalent d'un ministère islamique des Finances qui a ses propres fonctionnaires à travers le territoire et qui gère d'une manière

décentralisée les revenus collectés ou distribués dans chaque wilaya[1] de l'EI.

La redistribution

La redistribution des richesses est le troisième pilier de l'islam et une des priorités affichées de la phase de construction étatique de l'EI. Les djihadistes ont réinstauré la *zakat*, l'aumône islamique à laquelle les musulmans sont tenus chaque année hégire (lunaire), d'abord en Syrie, dans la région de Deir ez-Zor.

Selon plusieurs témoignages et un de mes contacts dans la région, «ils ont commencé par prendre de l'argent aux fermiers uniquement dans le but de le redistribuer au vu et au su de tous». Théoriquement, l'argent du zakat ne doit pas être réinvesti ou servir au fonctionnement de l'État.

«Quand le ramadan a commencé en Syrie, ils ont récolté et redistribué des vivres, des bonbonnes de gaz et de l'eau. Ils savent que les gens sont dans le besoin, et c'est un des paramètres qu'ils utilisent pour dire aux populations sunnites qu'ils sont de leur côté et qu'ils les aident.» Cette politique de redistribution trouve un écho relativement favorable auprès de la population,

1. Division administrative, sorte de gouvernorat.

après des années de corruption et d'oppression, en Irak comme en Syrie. L'EI veut se donner l'image d'un État juste, explique mon contact : «Il y a des patrouilles de la Hisba ou de la police islamique qui contrôlent la qualité des produits alimentaires, on coupe la main des voleurs après qu'ils sont passés devant la justice islamique. L'EI représente désormais un ordre dans des régions où l'ordre est absent depuis des années.»

Malgré les violences commises par l'EI et la scénarisation de la terreur, certains ont en effet vu, après plus de cinq ans de chaos en Syrie, et après dix ans de cafouillage politique, de promesses non tenues et de sectarisme violent et assumé en Irak, un certain retour à l'ordre opéré par l'État islamique. Certes, cet ordre est rigoriste et imposé par la force, mais c'en est un. En Irak plus qu'en Syrie, les djihadistes sont vus par beaucoup comme des libérateurs ou même comme les vengeurs d'un siècle de défaites pour les Arabes sunnites. Il est indéniable que l'EI jouit d'une certaine assise populaire dans les régions qu'il contrôle en Irak, en Syrie ou même en Libye. Que celle-ci soutient les djihadistes pour des raisons immédiates (manque d'argent, besoin d'ordre), qu'elle soit vraiment convaincue ou qu'elle soit forcée momentanément de les soutenir faute de mieux, c'est une réalité.

L'effort entrepris par l'EI vis-à-vis des populations sur son territoire est vital pour sa survie, et il porte ses fruits pour le moment. Les djihadistes ont compris qu'il fallait s'occuper du social autant que du militaire. L'EI ne peut pas asseoir son autorité et sa légitimité voulues uniquement par le glaive, il a besoin d'une assise populaire convaincue du bien-fondé et de la fiabilité de son projet. D'autres groupes armés ont suivi la même logique à différents moments de l'histoire, les plus récents étant ceux du Hamas à Gaza au milieu des années 1980 et celui du Hezbollah au Liban à la même période.

L'EI ne se contente plus d'actions militaires ou terroristes; il cherche à «gagner les cœurs et les esprits» en s'octroyant les prérogatives des États qu'il cherche à remplacer, en Syrie ou en Irak. À Falloujah comme à Raqqa ou à Mossoul, les administrations fonctionnent, un système judiciaire et une police islamique ont été mis en place, les impôts sont collectés. Un bureau pour la protection du consommateur a même été ouvert à Raqqa. Des écoles anglophones aussi, au grand dam des djihadistes français qui, eux, n'ont pas d'écoles francophones et s'en plaignent.

L'EI projette de frapper sa monnaie

D'abord l'information n'était qu'une rumeur. Puis une infographie a été diffusée en ligne le 13 novembre 2014 par l'EI démontrant sa volonté de frapper une monnaie composée uniquement de métaux précieux, avec des pièces en or, en argent et en cuivre. Des planches de dessin de cette monnaie, accompagnées de commentaires précisant notamment le motif, le poids et la valeur en dollars de chaque pièce. On y découvre le design des dinars en or, des dirhams en argent et des fills en cuivre que l'EI projette de frapper et de mettre en circulation sur ses territoires. L'EI avait alors créé un site Internet multilingue sur lequel il expliquait que son objectif était «d'éviter les effets du système financier tyrannique et aveugle qui est imposé aux musulmans, et qui est la cause de leur enchaînement, appauvrissement et de la perte du patrimoine national, et qui enrichit les juifs et les chrétiens».

Puis, quelques mois plus tard, en juin 2015, un de mes contacts au sein de l'EI, Ibn al-Rafidayn, m'envoie des photos des prototypes d'une pièce de cinq dinars et d'une autre d'un dinar en or frappé par l'État islamique.

Quelques semaines plus tard, le 29 août 2015, al-Hayat («La vie»), branche médiatique multilingue de l'EI, diffuse une longue vidéo de

cinquante-quatre minutes en anglais sous le titre « The return of the golden dinar », ou « Le retour du dinar en or ». L'EI affirme avoir commencé à frapper sa propre monnaie pour « sauver les musulmans de l'asservissement des banques sataniques ». Une étape, très forte symboliquement, car il s'octroie une nouvelle prérogative régalienne. L'EI fort d'un territoire, d'une armée, de structures administratives, d'hôpitaux, d'universités, d'école et d'un appareil judiciaire réaffirme qu'il est un État.

La raison religieuse est la suivante : « seuls l'or et l'argent peuvent servir de monnaie d'échange », un précepte coranique que l'EI ne manque pas de rappeler dans sa vidéo. L'autre raison réside dans « la volonté de se libérer du système monétaire international », que l'EI dénonce comme « injuste et asservissant ».

Les djihadistes pourraient essayer d'imposer leur nouvelle monnaie par le haut ou par le bas. Par le haut en imposant systématiquement d'être payé en or, en argent ou en cuivre. Par le bas en payant ses salaires de la sorte. Pourtant, l'EI n'a toujours pas pu se défaire du système qu'il dénonce (jusqu'à l'écriture de ces lignes). La monnaie en question n'est pas mise en circulation, l'EI utilise toujours les monnaies locales irakiennes et syriennes – à l'exception des nouveaux billets mis en circulation par Damas qui

sont interdits dans les territoires de l'EI –, et le dollar américain dans ses transactions et dans le paiement des salaires.

Pour autant, la stratégie de l'EI qui consiste à s'arroger toutes ces prérogatives régaliennes représente une véritable menace à moyen et long terme pour les monarchies du Golfe comme pour tous les régimes de la région. Ainsi, si certains États comme la Turquie ont pu, à un moment, fermer les yeux sur la montée en puissance des djihadistes en Syrie, aujourd'hui, l'effacement de la frontière syro-irakienne et l'expansion de l'EI sur trois continents (Asie, Afrique et Europe avec le Caucase) a complètement changé la donne. D'ailleurs, tous les États accusés de complicité avec l'EI font aujourd'hui partie de la coalition internationale qui le combat.

Les frappes aériennes et l'effort entrepris par une coalition de plus de 70 pays contre l'EI depuis fin 2014 visent essentiellement à mettre en échec la construction étatique du groupe, à défaut de l'anéantir. Pour le moment, les djihadistes se retirent des villes qui deviennent indéfendables avant de frapper les forces assaillantes dans des zones limitrophes. Ce fut le cas à Baïji et Tikrit en Irak et à Chadadi et Palmyre en Syrie. Cette tactique qui priorise la préservation des forces torpille les capacités d'administration de l'EI et pourrait mener à la perte d'une partie de

l'assise populaire que l'EI a construite au fil des dernières années.

Quelle est la nature de la relation entre Al-Qaïda et l'État islamique ?

Le 3 février 2014, un communiqué officiel d'Al-Qaïda a fait l'effet d'une bombe dans les médias arabes et occidentaux. Cette organisation se désolidarise de l'État islamique en Irak et au Levant. Pourtant, ce n'était que la confirmation et l'officialisation d'une rupture qui trouve ses sources dans les relations entre le notoire Abou Moussab al-Zarqaoui, premier représentant d'Al-Qaïda en Irak, et la maison mère, Al-Qaïda centrale.

Abou Moussab al-Zarqaoui, nom de guerre de Ahmad Fadil Nazzal al-Khalayleh, arrive en Irak dès 2003 *via* l'Iran. Comme beaucoup de djihadistes arabes avant et après lui, le Jordanien trouve refuge dans la République islamique après l'intervention américaine en Afghanistan en 2001. Il sera ensuite accueilli au Kurdistan irakien par les premiers djihadistes d'Irak, des

wal Djihad va s'implanter en Irak avant de vouer allégeance à Al-Qaïda et former sa branche irakienne, Al-Qaïda en Mésopotamie dès 2004. Cette même année, Zarqaoui exécutera de ses propres mains un otage américain sur une vidéo qui fera le tour du monde. L'otage était en tenue orange, c'était la première référence à Guantanamo faite par un groupe djihadiste. Dix ans plus tard, cette tenue va se généraliser dans les vidéos d'exécutions de l'EI.

Zarqaoui avait deux ennemis en Irak, l'armée américaine et les chiites. Une divergence de taille avec Al-Qaïda qui jusqu'alors voulait se concentrer sur l'ennemi américain. Les priorités n'étaient pas les mêmes, mais ce n'est pas pour autant que Zarqaoui sera désavoué, malgré les critiques de plusieurs responsables religieux djihadistes parmi lesquels Ayman al-Zawahiri qui avait une autre lecture du statut des chiites et du commun des musulmans sunnites, les « excusant de part leur ignorance ». Alors que pour Zarqaoui, les chiites n'étaient pas musulmans.

Zarqaoui sera tué par l'armée améric

devient le noyau de l'État islamique en Irak (EII). Ayman al-Zawahiri, bras droit d'Oussama Ben Laden à cette époque, dira dès 2007 qu'Al-Qaïda n'a plus de représentant en Irak, au cours d'un long entretien avec al-Sahab, bras médiatique de l'organisation. De son côté, la nouvelle entité EII fera plusieurs communiqués à l'adresse des médias qui continuaient d'attribuer ses actions à Al-Qaïda[1].

Suivra une guerre intersunnite, entre EII et les milices antidjihadistes des clans sunnites aidées par l'administration américaine. Les Sahwat, « les forces de l'éveil », verront le jour en 2007 pour combattre l'EII qui sera évincé systématiquement des villes sunnites l'une après l'autre, avant de se retrouver confiné aux étendues désertiques à l'ouest du pays. La gestion par l'EII des villes y était pour beaucoup, mais ce n'est pas pour autant que les djihadistes avaient perdu leur assise populaire au sein de la communauté sunnite irakienne.

Deux ans plus tard, surgit le djihad au Sham (Le Levant) avec le Jabhat al-Nosra li Ahl ash Cham ou le Front pour le soutien des habitants du Levant, communément connu sous le nom du

1. Le fait que l'émir Abou Omar al-Baghdadi et son député Abou Hamza faisaient tous les deux allégeance à Al-Qaïda n'était plus d'actualité, même si aujourd'hui cet argument est utilisé par Al-Qaïda pour accuser l'actuel EI d'avoir divisé les rangs djihadistes.

Front al-Nosra. Le groupe bouscule la scène syrienne. Son action dénote sensiblement avec celle des factions qui se trouvent sous le label de l'Armée syrienne libre (ASL)[1]. Ils signent les premiers attentats qui frappent le cœur du pouvoir à Damas dès décembre 2011, puis en mai 2012. Le Front al-Nosra ne tardera pas à agir au grand jour et connaîtra des résultats militaires sur le terrain contre l'armée syrienne, ce qui lui vaudra un certain succès populaire.

Début avril 2013, dans un enregistrement audio, Zawahiri appelle au djihad au Levant, donc en Syrie. Quelques jours plus tard, le 9 avril 2013, Abou Bakr al-Baghdadi, émir de l'EII depuis presque trois ans, diffuse à son tour un communiqué audio. Baghdadi révèle au monde que le Front al-Nosra n'est autre que le bras de l'EII en Syrie ayant lui-même mandaté Abou Mohammed al-Joulani[2] à la tête du Front al-Nosra. Cela en le qualifiant « d'un de ses soldats... après lui avoir confié la moitié de la trésorerie » de l'EII pour qu'il mène a bien le projet d'implantation en Syrie. Dans le même audio,

1. Je dis label car cette armée n'a jamais pris la forme d'une armée constituée et organisée autour d'un vrai état-major.

2. Abou Mohammed al-Joulani est l'émir du Front al-Nosra depuis sa création en Syrie. Il avait rejoint Al-Qaïda en Mésopotamie, puis était resté dans les rangs de l'EII avant d'être mandaté par Baghdadi pour former le Front al-Nosra.

Baghdadi dissout le Front al-Nosra et annonce sa fusion dans une nouvelle entité, l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL).

Cette annonce qui, de fait, ébranle « la frontière coloniale », fera l'effet d'un séisme sur la scène syrienne. Si elle exalte certains groupes qui y voient une démonstration de puissance, elle est aussi une très mauvaise nouvelle pour beaucoup de factions rebelles et pour l'opposition syrienne en général. Mais c'était sans compter la réponse faite par Joulani.

L'émir du Front al-Nosra confirmera tous les dires de Baghdadi qu'il qualifie de « cheikh jalil », ou vieux sage... mais refuse la dissolution du Front al-Nosra et donc la fusion avec l'EIIL ordonnée par Baghdadi. Il fait allégeance à Ayman al-Zawahiri et Al-Qaïda. Des mois plus tard, cette allégeance sera reconnue par le chef d'Al-Qaïda, qui ira jusqu'à demander à Baghdadi de rappeler ses hommes en Irak, ce dernier refuse. Al-Baghdadi met Al-Qaïda face à ses contradictions en refusant d'agir en fonction des frontières coloniales. Le Front al-Nosra devient la branche syrienne d'Al-Qaïda et rajoute à sa bannière Tanzim Al-Qaïda fi bilad Al-Sham, ou l'organisation d'Al-Qaïda au Levant.

« Avec mes hommes, on a défilé dans des convois de voitures et de 4x4, on était euphoriques. » Avec ces mots, Omar, à cette époque

chef d'une unité proche du Front al-Nosra, m'a annoncé sa joie au téléphone quand l'EIIL a été déclaré par Abou Bakr al-Baghdadi. Il m'a très vite passé un djihadiste tunisien tout aussi euphorique que lui. Il était chef d'unité chez *Ahrar al-Sham*, une faction islamiste syrienne, il ne tardera pas à rejoindre l'EIIL.

Omar déchantera très vite, il était dans une zone où il n'avait pas accès à Internet, et n'avait pas pris connaissance de la réponse du chef du Jabhat al-Nosra. C'est moi qui lui fais écouter par téléphone l'audio de Joulani diffusé sur YouTube et qui marque la scission de l'EII. Voici sa réaction :

« Tout le monde connaissait les orientations du Front al-Nosra et son affiliation avec l'État islamique d'Irak, ce n'est pas un secret. Je ne pense pas que cette révélation (sur la présence d'Al-Qaïda et de l'EIIL dans le conflit syrien) ait un impact négatif sur le terrain, car jusqu'à présent la communauté internationale ne nous a rien donné alors que ça fait deux ans que le peuple syrien se fait massacrer. Dans tous les cas, un État islamique [aussi appelé califat] s'inscrit dans la suite logique de notre combat.

« Je viens de participer [le 10 avril 2013] à une réunion avec les différents groupes combattants actifs dans ma zone, y compris de l'ASL. Il faut savoir que tous ceux qui sont venus œuvrent

aujourd'hui pour un État islamique. Pourquoi avons-nous fait tous ces sacrifices si c'est pour donner le pouvoir à des personnes nommées par les puissances étrangères ? Ou même pour instaurer une démocratie ? On a vu les expériences démocratiques dans d'autres pays arabes après les révolutions, et le résultat n'est pas du tout encourageant.

« Beaucoup estiment que cette annonce de Baghdadi était précipitée, mais il y a deux paramètres à prendre en considération. Tout d'abord, depuis peu, des groupes de combattants apparaissent, notamment dans la région de al-Ghouta al-Charkia [près de Damas] et de Deraa. Ces groupes empruntent des noms islamistes. Mais derrière, ce sont des combattants contrôlés par Washington, pour contrer la montée en puissance du Front al-Nosra.

« Le deuxième volet est politique : on sait que des groupes de djihadistes, comme la brigade Al-Fourqan, sont directement soutenus par le Qatar, d'autres sont directement soutenus par l'Arabie Saoudite, et il semblerait que ces groupes s'apprêtaient à déclarer leur propre État islamique. Or, le Front al-Nosra aurait eu du mal à refuser d'intégrer cette entité islamiste sans que cela ne soit considéré comme une scission avec tous les autres groupes combattants djihadistes. Donc al-Baghdadi a préféré prendre les devants

en déclarant l'État islamique d'Irak et de Sham, bloquant toutes les autres initiatives.

« Dans le fond, on est tous d'accord avec les déclarations d'al-Baghdadi et on se réjouit de cette déclaration. Mais on rejoint aussi le chef Joulani qui appelle à attendre les conclusions d'une *choura* [concertation] entre les différents groupes actifs sur le territoire syrien pour voir les modalités de cette allégeance et comprendre pourquoi le groupe n'a pas été concerté[1]. »

C'est les prémices d'une longue guerre fratricide, qui est toujours en cours sur trois continents, et qui va se traduire dans le sang, d'abord en Syrie puis en Libye et en Somalie.

Chaque camp a ses justifications et son argumentaire. Joulani avance le fait que les autres factions n'ont pas été consultées, Zawahiri sera de cet avis. De son côté, Baghdadi estime qu'il n'avait pas à consulter un de ses subordonnés, ni même Zawahiri puisqu'il n'a pas personnellement fait allégeance à Al-Qaïda. Plus largement, l'EII estimait qu'en tant qu'État il n'avait pas à revenir aux ordres d'une organisation qui fut une de ses composantes en 2006. Et le Front al-Nosra, qui contrôlait des pans du territoire syrien,

1. Omar, par ailleurs frère d'un « martyr de la bataille de Falloujah (2004) » et djihadiste de la première heure, sera par la suite un des ennemis jurés de l'EIIL puis de l'EI.

ne voulait pas se soumettre aux ordres de l'EII, qui à cette époque était encore confiné au désert d'Al-Anbar dans l'extrême Ouest irakien.

On constate que Al-Qaïda, qui porte la bannière du djihad international, a changé de stratégie sous l'influence de Zawahiri. La création de groupes locaux avec des agendas nationaux prime désormais sur l'idée d'un djihad global. D'où l'émergence de groupes qui n'ont pas l'appellation d'Al-Qaïda mais qui en ont l'idéologie; Ansar al-Charia en Libye en est un exemple. La Syrie est un terreau fertile pour l'organisation : c'est la première fois qu'Al-Qaïda arrive à se créer une assise populaire favorable tout en se dissociant des agissements de l'EIIL. Al-Qaïda commence à faire de la politique. Cette tendance va se confirmer à travers la gestion commune, avec d'autres factions rebelles, des territoires tombés sous son contrôle, mais aussi à travers ses rapports avec le monde extérieur. Deux événements marqueront cette nouvelle réalité.

Le premier fut la libération du journaliste américain, Peter Theo Curtis, *alias* Theo Padnos, en août 2014, quelques jours après la décapitation du journaliste James Foley par l'État islamique (EI), successeur de l'EIIL depuis la proclamation du califat le 29 juin de la même année. Padnos n'était pas un inconnu des djihadistes. Ce journaliste américain avait annoncé sa conversion

à l'islam d'une manière publique à Dammaj au Yémen puis rejoint une école coranique à Damas, avant de dévoiler ce qu'il qualifiera d'une « infiltration » de l'islam radical dans un livre[1]. Théoriquement, Peter avait très peu de chance de survie entre les mains du groupe djihadiste.

Quelques jours plus tard, quarante-cinq soldats de la force de l'ONU déployée au Golan, entre la Syrie et Israël, seront kidnappés par le Front al-Nosra. La branche syrienne d'Al-Qaïda protestait contre sa qualification d'organisation terroriste par l'ONU. Jusqu'à cette prise d'otages, le Front al-Nosra ne faisait pas officiellement état de sa présence à la frontière israélienne. Si ce n'était qu'à travers un discours confidentiel de Joulani adressé à ses hommes, où il dit clairement que le Front al-Nosra était à un jet de pierre d'Israël et affirmait sa volonté de créer un émirat islamique en Syrie.

J'étais en contact depuis un moment avec Abou Ali, qui se présentait comme le commandant de la chambre militaire rebelle conjointe pour le Golan. Une relation de confiance s'était installée entre nous deux. Quand je l'ai contacté, il m'assurait que les otages allaient être libérés rapidement, il m'a même donné l'heure et la date de leur libération. Ses informations étaient

1. *Undercover Muslim*, 2011.

exactes. Après sa mort dans des combats contre l'armée syrienne et suite à l'éloge funèbre qui lui a été fait, j'ai compris qu'Abou Ali était un des commandants militaires les plus importants du Front al-Nosra au Golan.

Cette libération inattendue des otages, du moins si rapidement, est le deuxième événement qui traduit le souhait qu'ont certaines factions de se démarquer de l'EI et de ses mises en scène chocs d'exécutions et de décapitations qui commençaient à être diffusées massivement.

La branche yéménite d'Al-Qaïda était elle aussi engagée dans la guerre idéologique et médiatique contre l'EIIL et puis l'EI. J'ai eu l'occasion d'interviewer avec quatre confrères le cheikh Nasr al-Anssi, un des dirigeants les plus influents et les plus haut placés d'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) et d'Al-Qaïda centrale. Il a clairement dit que l'organisation « refusait les décapitations et les mises en scène macabres ». Il raconte qu'il avait été « mandaté personnellement par ben Laden dans le but de dissuader le groupe d'Abou Sayyaf [aux Philippines] d'avoir recours à ces méthodes ».

Quelques mois plus tard, je recevrai le communiqué revendiquant l'attaque de *Charlie Hebdo*, moins de quarante-huit heures après que les frères Kouachi eurent été neutralisés. Al-Qaïda poursuit donc des objectifs terroristes

antioccidentaux, tout en développant un tissu de groupes ancrés localement et obéissant, eux, à des « agendas » régionaux. Les communiqués m'ont été transmis par Mohanad Ghallab, un jeune communiquant d'AQPA de nationalité égyptienne. C'était lui qui avait arrangé l'interview avec al-Anssi. Une semaine plus tard, al-Anssi revendiquera en vidéo l'attaque contre *Charlie Hebdo*. Il sera tué à Al-Mukalla, au Yémen, par une frappe de drone américain. Mohanad mourra avec lui.

Al-Anssi était parmi ceux qui s'opposaient idéologiquement et religieusement à l'EI, pour lui comme pour beaucoup de religieux djihadistes, « le califat de l'EI est illégitime ». Avec lui, plusieurs figures emblématiques d'AQPA seront éliminées par les frappes de drones, ouvrant une autoroute pour l'EI au Yémen, aujourd'hui actif dans différentes provinces du pays.

3

Le califat : adhésion ou rejet des clans sunnites ?

Le 29 juin 2014, le califat est déclaré. Le calife est Ibrahim Awad al-Badri, dit Abou Bakr al-Baghdadi al-Husseini al-Qurashi. Né en 1971 à Falloujah, au nord de Bagdad, il est issu d'une tribu reliée à la tribu Quraych à laquelle le calife doit traditionnellement appartenir. L'actuel chef de l'EI obtiendra un diplôme en science du Coran à l'université islamique de Bagdad. Il est dit qu'il a appartenu à la confrérie des Frères musulmans. Avant l'invasion américaine de 2003, il était imam dans l'ouest de Bagdad et professeur d'université. Il prendra les armes au sein de la formation Jaysh al Moujahidin, qui combat l'invasion américaine. Sa vie connaîtra un tournant après sa capture en 2004 par les Américains. Il est enfermé dans le camp Bucca, où ont été détenus plusieurs chefs de la mouvance djihadiste irakienne. En prison, il en formera un nouveau qui s'alliera avec Al-Qaïda en Mésopotamie. Libéré

début 2005, il reprend son rôle d'enseignant de récitation du Coran et obtiendra un doctorat en étude coranique. L'homme arrive à la tête de l'EII en 2010.

Avec la déclaration du califat, l'État islamique en Irak et au Levant devient l'État islamique. Cette annonce ne sera pas sans effet sur le terrain.

Il est nécessaire de rappeler que l'État islamique (EI) se construit en contradiction et sur les défaillances des régimes établis dans la région, voire dans le monde. Les clans sunnites de Syrie et d'Irak, comme de Libye et du Yémen, si on élargit le spectre à tous les territoires où l'EI est actif, sont parties prenantes de cet ordre depuis des siècles. Donc, de fait, l'autorité de la nouvelle entité qu'est l'EI se construit aux dépens de l'autorité réelle des États mais aussi de l'autorité morale des clans. Cet état des lieux n'est pas propre à l'expérience de l'EI avec les clans syriens et irakiens, mais se décline également en ce qui concerne les tribus libyennes, voire demain celle du Yémen[1].

1. Al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA) a aussi renié l'autorité des tribus pour s'imposer dans les régions tombées sous sa coupe ; cela avant de rechercher le soutien de ces mêmes tribus avec la montée en puissance des Houthis, organisation insurrectionnelle chiite, et sa perte de plusieurs de ses bastions dans le pays.

Les instances et l'administration naissante de l'EI communiquent beaucoup sur le fait que « les règles sont les mêmes pour tout le monde... la relation avec les clans quels qu'ils soient est régie de la même manière et sans discrimination aucune ». Pourtant, en réalité, le traitement diffère *de facto* par rapport à des considérations surtout d'ordre pratique. L'EI, comme n'importe quelle entité politique, avant d'être religieuse, fait aussi de la realpolitik et œuvre à gagner le soutien des clans suivant différents stratagèmes. Un soutien qui est rarement désintéressé et certainement moins idéaliste ou utopique qu'il ne paraît, même si dans certains cas il peut l'être réellement.

Les combattants et commandants de l'EI sont eux-mêmes issus des clans, et de plus en plus souvent des rangs historiquement antidjihadistes. Sans oublier que ce sont les clans qui ont fourni une bonne partie de l'effort militaire pour évincer l'État islamique en Irak des villes d'Anbar à partir de 2007, date de la création des forces d'éveil « Sahwat ». Sachant que les Sahwat sont aujourd'hui quasi absentes des autres provinces irakiennes et totalement absentes de la province de Ninive où se trouve la ville de Mossoul, bastion de l'EI. Les combattants sunnites opposés à l'EI à Ninive, avec à leur tête Athil al-Noujaifi, gouverneur d'Anbar, ont tous trouvé refuge au

Kurdistan irakien, là où ils essayent tant bien que mal de constituer une force – sous commandement kurde –, à l'instar des unités formées dernièrement par des chrétiens de la plaine Ninive.

En ce qui concerne les provinces Diala et de Salaheddine, la situation est différente, et les combattants sunnites se trouvent enrôlés sous les différentes bannières des multiples milices chiites actives sur le territoire irakien. D'ailleurs, selon des sources irakiennes de la ville même de Tikrit, les combattants du clan Al-Jbour dans la localité d'al-Aalam ont été interdits d'afficher clairement les couleurs de leurs groupes alors qu'ils ont engagé des centaines d'hommes dans la bataille pour la reprise de Tikrit. Cela malgré l'engagement historique d'Al-Jbour du côté de l'administration américaine et puis des gouvernements successifs de Bagdad.

L'État islamique est certes impitoyable avec ses adversaires, mais au-delà de l'image de terreur qu'il œuvre à façonner et à projeter, ses commandants et décideurs démontrent un certain pragmatisme en ce qui concerne le traitement de leur vivier populaire sunnite indispensable à l'enracinement puis à l'évolution du groupe à moyen et long terme.

Dès leur retour dans les villes, qui s'est entamé avec l'investiture de Falloujah et de Ramady dès janvier 2014, le porte-parole du groupe, Abou

Mohammed al-Adnani, a exprimé la volonté de l'EI à pardonner à ceux qui l'ont combattu parmi les sunnites, « même ceux qui ont tué mille milles (1000 × 1000) de ses hommes ». Ces derniers devraient se livrer d'eux-mêmes à l'EI, le cas échéant, s'ils sont capturés ils seront traités comme des ennemis combattants, donc sujets à être exécutés. Plusieurs productions principales et locales de l'EI ont mis en scène ces cérémonies de repentances qui se déroulent en général dans les mosquées après un sermon public d'un représentant de l'EI.

Cette volonté de « pardon », loin d'être désintéressée, reflète une réelle politique adoptée par le groupe et par ses dirigeants, conséquence directe de l'apprentissage des erreurs passées en ce qui concerne une gestion catastrophique des villes et villages au milieu des années 2000.

L'entrée à Falloujah s'est articulée en coordination avec des forces vives de la ville, puis l'EI a pris soin de donner les rênes de Falloujah à ses habitants. La même équation a prévalu à Mossoul, ville à laquelle Abou Bakr al-Baghdadi a consacré un « pardon général » après l'investiture de la ville par ses hommes, ce qui constituera une exception. Et ce qui explique l'acceptation du groupe par la population qui y voit un moindre mal après des années d'oppression par le gouvernement central de Bagdad ; mais aussi de corruption

endémique et de discrimination qui ont alimenté le rejet de ce même pouvoir central et l'accueil des djihadistes en tant que libérateurs par une bonne partie de la population sunnite de la ville. La même équation a été adoptée au nord d'Alep; les communiqués de l'EI à l'adresse des combattants de l'ASL et de la population sunnite se sont multipliés. Un seul message : «Repentez-vous et vous serez pris en charge... les familles ne seront pas tenues responsables des agissements [anti-EI] de certains de leurs membres.»

Toutes mes sources s'accordent à dire, et ce depuis janvier 2014, que l'EI a ouvert la porte à la «repentance». Les «repentis» ont le choix de ne pas s'engager et de rester neutres, selon ces mêmes sources. Certains ont conservé ce statut, d'autres ont décidé, une fois la vie sauve, de retourner vers le gouvernement de Bagdad.

À titre d'exemple, dans le clan Boufahd de Ramadi on retrouve des figures progouvernementales comme Rafeaa Abdel Karim ou Mohammed Khalaf al-Said, et des figures qui ont intégré l'EI, comme le notoire Abou Wahib qui, certes, n'a pas de responsabilités militaires importantes telles que présentées dans les médias, mais qui est néanmoins une figure de proue de la mouvance djihadiste. D'un autre côté, d'anciens djihadistes appartenant à différents clans et qui avaient

déposé les armes entre 2007 et 2009 se retrouvent de nouveau dans les rangs djihadistes.

Est-ce que des clans sunnites ont voué allégeance à l'État islamique?

D'après des témoignages croisés de plusieurs djihadistes ayant des responsabilités diverses dans la province d'Anbar, il est certain qu'aucun clan en tant que tel n'a complètement lié son sort à celui de l'État islamique, cela, même si certains sont historiquement hostiles ou favorables aux djihadistes.

Selon ces sources, sur place, «les exemples sont aussi variés que les clans, on peut trouver un chef de clan qui a voué allégeance avec une partie de ses "subordonnés" alors que l'autre partie se trouve dans les rangs des milices progouvernementales». Un autre point revient souvent dans les conversations : «Une allégeance ne signifie pas forcément une obligation de prendre les armes ou de fournir des hommes aptes au combat», tel qu'expliqué plus haut.

Une allégeance au combat exige de la personne ou du clan qui la formule de prendre les armes et de participer activement à l'effort militaire de l'EI. En retour, ce dernier a des obligations. Il est

notamment tenu de fournir une assistance matérielle (armes, munitions, entraînements, etc.).

Certains clans qui ont formulé une allégeance au calife, sans que celle-ci soit « de combat », bénéficient d'une aide matérielle limitée de la part de l'EI. Elle peut être alimentaire ou en hydrocarbures à usage domestique ou fermier, gratuitement ou à prix symbolique. Cette approche a été adoptée par l'EI à plusieurs occasions. Les exemples les plus parlants sont ceux de Mossoul, où les djihadistes, dès la prise de la ville, ont distribué les hydrocarbures saisis dans les casernes et les commissariats; et celui de Deir ez-Zor en Syrie – avant même que l'EI n'évince le Front al-Nosra de la ville – avec l'acheminement et la distribution de bonbonnes de gaz à usage domestique aux habitants sous blocus depuis plusieurs mois. L'aide qu'assure l'EI, même s'il n'est pas prouvé pour l'heure qu'elle est constante, n'est pas conditionnée par une allégeance, mais se fait en application des préceptes de l'islam, et notamment du *zakat*, principe de redistribution des biens des plus riches aux plus démunis. À l'occasion du ramadan 2015, la boîte de production principale de l'EI al-Furqan a produit une vidéo de plus de trente minutes pour rappeler en détail les règles du zakat, et les huit catégories de bénéficiaires.

Dans tous ces cas de figure, et d'après ce qui ressort de discussions antérieures, on constate que la décision de vouer allégeance, ainsi que le type d'allégeance, demeurent une question personnelle qui se traite au cas par cas. Cela s'inscrit dans le cadre d'un effort de l'EI à surpasser le pouvoir ancestral des chefs de clan, toujours dans le but de transcender l'ancien ordre établi et asseoir une autorité qui se veut et se dit supérieure, ce à travers l'application rigoriste de la charia, loi divine qui est la seule loi reconnue par l'EI.

En dehors de la province d'Anbar, trois clans se sont distingués dans leur hostilité aux djihadistes et à l'EI en particulier, ceux des Jbour et de Jeissat dans la province de Salaheddine, et celui de Bou-Issa à Falloujah. Cela dit, nombreux sont les jeunes et moins jeunes de ces clans qui sont aujourd'hui actifs à différents niveaux de hiérarchie de l'EI.

En ce qui concerne la province d'Anbar et Ramadi en particulier, les clans Bou Nimr, Bou Aalwan et Bou-Fahd représentent l'opposition à l'EI. Pourtant, j'ai eu l'occasion de converser à plusieurs reprises avec des djihadistes de l'EI appartenant à ces mêmes clans. D'après mes sources, à l'heure actuelle, les déclarations ou les postures des chefs de clan sont plutôt des sortes de lignes de conduite, voire des tendances, qui

peuvent changer avec les circonstances et qui n'engagent pas forcément les autres membres du clan. Ce qui n'était pas du tout évident en 2007 à la création des premières Sahwat. Aujourd'hui, la donne a changé, les chefs de clan ne sont plus écoutés de la même manière par les nouvelles générations auxquelles ils n'ont rien de concret à proposer.

Le clan al-Jbour, est-ce une exception ou une règle en Irak?

Les autorités irakiennes essayent tant bien que mal de mettre en avant, et pour la «consommation» médiatique à destination des décideurs et opinions publiques occidentales, le rôle des milices sunnites progouvernementales. L'exemple – qui en effet est plus une exception sur la scène irakienne – est celui du clan al-Jbour et de sa place forte al-Aalam, à quelques kilomètres de la ville de Tikrit, cité plus haut.

Les hommes du clan al-Jbour étaient en bonne partie enrôlés dans les forces armées irakiennes sous le règne de Saddam Hussein. Une fois l'armée dissoute et les forces de sécurité démobilisées par le nouveau pouvoir de tutelle américain à la chute du régime du Baath en 2003, les notables du clan, qui étaient des officiers dans la

Garde républicaine ou dans les rangs des forces spéciales, se sont retrouvés livrés à eux-mêmes. Alors que d'autres clans ont fait le choix de l'insurrection armée, les Jbour étaient parmi les premiers à faire le choix de la collaboration avec les nouveaux maîtres du pays.

À la même période, un cheikh salafiste du nom d'Abou Manar el-Aalami avait fait une fatwa permettant la collaboration avec «le vainqueur» (al-Moutaghaleb), en l'occurrence les forces et l'administration américaines. En se basant sur ce diktat religieux, les notables de Jbour ont pu constituer la colonne vertébrale des Sahwat dans la région de Salaheddine, qui seront dissoutes ou assimilées aux forces armées régulières dans une période ultérieure. Ces mêmes chefs de clan seront parmi les soutiens indéfectibles du pouvoir du Premier ministre Maleki et aujourd'hui parmi les soutiens du gouvernement d'Aabadi. Il serait erroné de penser que ce soutien est idéologique ou se conçoit par sens de patriotisme, car dans la plupart des cas ces hommes n'ont pas d'autre choix que celui d'assumer les choix précédents, souvent au prix de leurs vies.

Cet exemple se décline largement sur toutes les milices sunnites qui se battent aujourd'hui dans les rangs gouvernementaux. Un autre exemple parlant est celui du clan Bou Nimr qui fournit un important contingent dans les rangs

des djihadistes, alors que ses représentants officiels comme ses notables sont parmi les plus impliqués dans la défense des politiques et entreprises de Bagdad contre les djihadistes.

L'exemple du clan Chouaaitat en Syrie

Le clan Chouaaitat, qui malgré l'émergence de différentes factions rebelles dans l'Est syrien puis du Front al-Nosra représentant d'Al-Qaïda en Syrie, a su garder la main et dicter sa loi. Après s'être fait une spécialité dans le trafic de cigarette avant et durant les premières années de la révolution syrienne, les Chouaaitat ont fini par mettre la main sur plusieurs puits et raffineries de la région de Deir ez-Zor. Leur animosité avec l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), ancêtre de l'actuel EI, a fait qu'ils ont rallié le Front al-Nosra à la scission entre les deux groupes, sachant que les régions de l'Est syrien et de Deir ez-Zor en particulier étaient le vivier humain du bras syrien d'Al-Qaïda. Les combats contre les Chouaaitat, ouvertement opposés à l'EI, ont été particulièrement violents. Après la victoire des djihadistes de l'EI, les Chouaaitat ont été obligés de quitter leurs villages et beaucoup de leurs hommes ont été exécutés par les djihadistes. Pourtant, suivant son schéma habituel,

l'EI donnera là encore les rennes de la région à des Chouaaitat issus de ses rangs. Aujourd'hui, les membres du clan ont eu la permission de retourner chez eux suivant des conditions définies par l'EI, concernant notamment les questions d'armement.

« Bureau des relations publiques »

Le bureau des relations publiques travaille simultanément à régler les différends entre les clans à travers une médiation de l'EI, mais aussi les problèmes internes au sein des clans entre différentes branches et familles. L'exemple le plus parlant est celui du clan Oukaïdat de la région de Deir ez-Zor. L'EI a œuvré à résoudre un différend familial entre branches de ce même clan qui durait plusieurs années. De cette manière, en transcendant le pouvoir historique des chefs de clan, l'EI s'impose comme nouveau pouvoir *de facto* et comme remplaçant des États qui avaient abandonné les populations de ces régions à leur sort bien avant le début du soulèvement en Syrie. Le clan Oukaïdat était parmi les plus virulents dans l'opposition à l'EI ; beaucoup de ses membres ont rejoint les factions rebelles de l'ASL, ou le Front al-Nosra, ou même les milices du régime

syrien pour certains, surtout après la victoire de l'EI dans l'Est syrien.

Dès ses premiers pas en Syrie et dès son retour dans les villes en Irak, l'État islamique (EI) a cherché à tisser des liens et à établir une relation « institutionnelle » d'un État à ses sujets avec les clans qui sont indéniablement des piliers des société dans les deux pays. Après des années de guerre en Syrie, les clans présents dans les zones rurales et frontalières avec la Turquie et l'Irak ont gagné en puissance en s'émancipant de la tutelle de Damas et de ses services de renseignements divers et variés, qui se nourrissaient des différents trafics historiques gérés par les clans en question.

L'EI a su gagner le soutien de plusieurs de ces clans des deux côtés de la frontière, par le fer ou par la diplomatie tribale. Faute de mieux ou faute d'alternatives, les chefs des clans se sont retrouvés au cœur d'une équation où ils sont de fait du côté de l'EI. Certains clans ont essayé de parsemer des combattants dans les différents groupes – djihadistes ou pas – actifs en Syrie, en privilégiant tout de même une partie ou une autre. Cette stratégie est commune chez les clans de la région et n'est pas propre à la Syrie ou à l'Irak. Après la prise de Chadadi, devenue bastion de l'EI suite à des combats sanglants avec le Front al-Nosra, et si les factions kurdes appuyées par

des combattants arabes du clan Choumar continuent leur poussée vers Markada plus au sud, un soulèvement opportuniste de la part des opposants à l'EI pourrait voir le jour. Cela dépendra grandement de la gestion des zones reprises à l'EI[1].

L'EI, dans les différentes zones tombées sous son contrôle, entreprend des formations de réhabilitation pour les chefs des clans et pour les transfuges d'autres groupes rebelles, pour des combattants sunnites qui étaient, il y a encore quelques mois, dans les rangs du régime syrien ou dans les rangs des troupes gouvernementales en Irak, voire, dans une moindre mesure, en Libye.

1. Il est à noter que, suite à la reprise de Tikrit par les troupes gouvernementales aidées par les milices chiites, et les exactions, destructions et pillages des habitations comme des installations publiques (électricité, eau, etc.) qui ont suivi, puis suite à la prise de Ramadi par les djihadistes de l'EI, un nombre croissant de représentants de clans ou de tribus ont voulu voir renouvelée leur allégeance à l'EI, en opposition avec les plans gouvernementaux pour investir Anbar avec ces mêmes milices. D'où les efforts de Bagdad à mettre en avant les forces de police et les réunions avec les chefs traditionnels des clans dès les premières heures pour la reprise de la ville de Ramadi aux djihadistes.

4

La guerre contre l'EI n'a pas commencé avec les frappes de la coalition en septembre 2014

Les premiers djihadistes arrivent en Syrie

Un bref rappel historique s'impose pour comprendre l'évolution et les étapes de la guerre de l'EI. Dès juin 2012, les combattants libyens du Lioua el-Ouma sont très actifs dans la région d'Idleb. Cette brigade est formée de combattants syriens et libyens, avec à leur tête Mahdi al-Harati, vice-président du Conseil militaire de Tripoli, et Abdel Hakim el-Machari, en charge de la communication de ce même Conseil. Ce groupe a été formé en territoire syrien. Ses combattants ont conduit plusieurs opérations réussies, dont celle de Wadi el-Daïf à Maraat el-Nouman. Les Libyens assurent l'entraînement et partagent avec les Syriens leur expérience du combat. On note aussi la présence d'une équipe médicale

libyenne, indispensable pour les rebelles privés de tout accès aux infrastructures de santé[1].

C'est en septembre de la même année que j'ai eu l'occasion de discuter avec Jacques Bérès, médecin cofondateur de Médecins sans frontières (MSF). Il disait alors «croiser de plus en plus de Français en Syrie», et avait soigné notamment l'un d'entre eux qui avait rejoint le djihad avec son frère. Il me confia qu'au moment même où il le soignait suite à une blessure de guerre, ce jeune Français lui avait fait «l'éloge de Mohammed Merah, le tueur de Toulouse, d'une voix douce. Un jeune capable d'égorger avec le sourire tout en vous convainquant que c'est pour votre bien», me dit-il.

Al-Chami, déserteur syrien de l'EI et réfugié en Europe, était un de mes contacts dans l'Est syrien. Il me confia que «le Front al-Nosra était présent à travers des hommes sur le terrain dès les premiers mois du soulèvement en Syrie [15 mars 2011], mais sans aucune appartenance organisationnelle visible. Ces hommes, Syriens ou Irakiens, étaient tous revenus ou venus d'Irak.

1. Un certain nombre de ces combattants libyens ont formé par la suite l'embryon de ce qui va devenir l'unité djihadiste al-Battar (L'épée tranchante) qui va rejoindre les rangs de l'EIIL. Par la suite, le commandant et plusieurs membres de cette unité retourneront en Libye, et vers la ville de Derna en particulier, pour y implanter l'EI.

Leur but était d'aider les factions de l'Armée syrienne libre qui avait très peu de compétence militaire. Puis on a vu les attentats de Damas, et la montée en puissance du Front al-Nosra a commencé dans la région de Deir ez-Zor, à Boukamal et Al-Shheell».

«Avant l'annonce de sa présence en Syrie, le Front al-Nosra a cherché à recruter des personnes qualifiées dans toutes les couches de la société syrienne. De cette manière, dans les villages ou les villes, les habitants constataient qu'un des leurs avait rejoint le groupe et ils suivaient son exemple.

«C'est comme ça que al-Jabha a pris en puissance. Peu importe la zone de frappe, Deir ez-Zor a toujours été la base de départ. La prise de Raqqa s'est faite en collaboration entre Ahrar al-Sham et le Front, une majorité des combattants qui ont participé étaient originaires de Deir ez-Zor, rares étaient ceux de Raqqa, sachant que les habitants de Raqqa n'ont pas rejoint la révolution, elle leur a été imposée. La majorité des habitants de Raqqa n'étaient pas prorévolution, une bonne partie des habitants ont quitté la ville vers les zones contrôlées par le régime. Il reste à peine 20 % des habitants originaux de la ville. J'ai même rencontré Joulani, sans savoir qui il était, à al-Mayadin. D'une manière parallèle, l'aide étrangère commençait à affluer depuis Gaziantep en Turquie.

Sauf que l'opposition de l'étranger n'avait aucune prise sur ce qui se passait sur le terrain. »

Plus au sud, dans la région de la Ghouta, aux portes de la capitale syrienne Damas, le Front al-Nosra semait déjà ses graines grâce au notoire saoudien Abdel Majid al-Outaïbi. On verra l'homme dans une des premières vidéos d'incitation au djihad produites par al-Manara al-Bayda ou le minaret blanc (en référence au minaret blanc de Damas où Issa, fils de Maryam – Marie –, reviendra sur terre), le bras médiatique du Front al-Nosra. On verra aussi Haji Bakr, commandant de l'EII, dans une autre vidéo produite depuis la région d'Alep. Tous les deux seront assassinés par des factions rebelles. Al-Ouataïbi, Karin al-Klach de son nom de guerre, ou le « compagnon de la kalachnikov », était un de mes premiers contacts de l'EI en Syrie.

Il est indispensable ici de rappeler que rares sont les commandants de l'EI qui ont été libérés par Damas, comme on a pu le lire souvent. Les islamistes libérés suite à un pardon présidentiel en 2011 ont dans leur grande majorité rejoint des factions qui combattent l'EI aujourd'hui. D'un autre côté, la répression féroce entreprise par Damas et les balbutiements de la communauté internationale, puis son action quatre ans plus tard qui joue indéniablement en faveur de Damas, ne fera qu'accentuer les clivages entre Syriens.

La guerre « d'après Assad » précipitée par Baghdadi

Après l'annonce de l'EIIL par Abou Bakr al-Baghdadi, le danger était perceptible et tangible par les chancelleries occidentales. Le but était de tuer le projet dans l'œuf. Un projet qui, d'une manière indirecte, allait servir les desseins politiques de l'axe Damas-Téhéran. Sauf que l'EIIL ne joue pas dans cette cour-là, il a d'autres plans. Il est la définition même d'un électron libre, et il le prouvera à maintes reprises.

Baghdadi a tout simplement précipité ce qui aurait pu être la guerre d'après Assad. La guerre qui aurait eu comme but de se débarrasser des djihadistes, une fois le président syrien déchu par la force[1].

Tout observateur averti de la scène syrienne pouvait constater la montée en puissance de l'EIIL et des factions djihadistes, aux dépens des factions de l'opposition syrienne. À cette époque, beaucoup refusaient d'admettre cette réalité. Même les victoires de l'EIIL sur le terrain, tout

1. Le Front al-Nosra, fort de sa popularité et de sa rupture avec l'EIIL, sera à l'abri pour un temps. Mais ceux qui ont commencé par l'épargner n'ont pas oublié qu'il est le bras d'Al-Qaïda en Syrie, et ils ne tarderont pas à le prouver quelques mois plus tard.

comme celles du Front al-Nosra, étaient attribuées à l'opposition. La prise de l'aéroport militaire de Menagh dans la région d'Alep n'est qu'un exemple parmi d'autres[1].

Revenons au début de la guerre contre l'EIIL. On est fin 2013, début 2014. Elle sera conduite et déclarée par des factions rebelles encouragées par des acteurs régionaux, comme l'Arabie Saoudite, et occidentaux, comme les États-Unis. Cette guerre était indispensable pour la suite de la révolution syrienne telle qu'imaginée par l'opposition et par ses bailleurs. Sauf que ce sera un échec politique et militaire. Janvier 2014, l'« armée des Moudjahidin » est créée. Son but est de combattre l'EIIL, qui avait déjà affiché sa volonté de frapper de « Diyala [Irak] à Beyrouth [Liban] » par la voix de son porte-parole, Abou Mohammed al-Adnani, un Syrien originaire du village de Binech dans la région d'Idlib. Il y a plusieurs années, Adnani était le wally ou gouverneur EII de la ville de Haditha en Irak. Une des premières manifestations transfrontalières de l'EII.

Cette évolution dans l'engagement occidental laisse entendre que certains décideurs, à l'inverse des commentateurs, voyaient déjà l'embryon

1. On y verra des chefs de l'ASL poser avec les djihadistes pour la photo; ces mêmes chefs participeront aux combats de Kobané contre l'EI en 2014, début 2015.

d'une entité qui allait bouleverser l'ordre régional bien au-delà de la Syrie. La guerre par procuration, afin d'éviter un engagement direct, semblait la seule option envisageable pour endiguer l'afflux de djihadistes des quatre coins du globe vers la Syrie. L'Arabie Saoudite, pourtant montrée du doigt, n'a pas tari d'efforts pour soutenir financièrement, matériellement, politiquement et avec des fatwas religieuses différentes les factions islamistes dans le but de contrebalancer la montée en puissance de l'EIIL, et du Front al-Nosra.

Deux personnages emblématiques de la révolution syrienne étaient contre toute initiative contre l'EIIL, pensant que cela détournerait l'effort de la guerre mené contre Damas : Abdel Kader al-Saleh, originaire de la ville de Marea, et à la tête de Liwa al-Tawhid. Il sera localisé et tué dans une frappe de l'aviation syrienne lors d'une réunion à l'école de l'infanterie à proximité d'Alep. Quand à Mohamed Youssef al-Athamin, Abou Abdel Aziz al-Qatari, vétéran du djihad afghan, il a disparu début janvier 2014 alors qu'il négociait une trêve entre les factions rebelles. Finalement, des combattants du Front al-Nosra découvriront son cadavre dans un puits de la région d'Idleb, une zone qui était sous le contrôle de Jamal Maarouf, seigneur de guerre et ennemi

juré des djihadistes de l'EI comme de ceux du Front al-Nosra.

Début des combats entre rebelles et EIIL

Il était logique, même prévisible, de voir les affrontements commencer au nord d'Alep où l'EIIL avait trouvé une certaine assise populaire et militaire. Paradoxalement, cette assise populaire était due à la mauvaise gestion des zones tombées sous le contrôle des différentes factions rebelles. L'EIIL représentait une certaine forme d'ordre après le chaos, ou une forme de « gestion de la sauvagerie », qui n'est autre que le titre d'un ouvrage cher aux formations djihadistes. C'est aussi depuis ces régions d'Alep et d'Idleb que les premières vidéos officielles et officieuses ont commencé à inonder les réseaux sociaux. On y découvre notamment le « Djihad 5 étoiles », vidéo propagée avant tout par des djihadistes britanniques. Sur les images, des djihadistes et leurs familles occupent les villas confisquées aux notables et aux officiers du régime syrien.

Après plusieurs escarmouches et assassinats perpétrés par les deux camps, des affrontements avec l'EIIL éclateront dans le village d'Atareb, dans la région d'Alep. Plusieurs factions ont uni leurs efforts pour chasser les djihadistes de l'EIIL présents sur zone y compris dans la ville d'Alep.

Deux de mes contacts, un djihadiste européen de la première heure, qui n'était pas dans les rangs de l'EIIL et qui avait participé à une offensive rebelle contre la prison centrale d'Alep non loin de la ville, et un Syrien, du Front al-Nosra, m'ont raconté les premières heures de l'offensive rebelle.

Selon un de mes contacts du Front al-Nosra, « l'offensive rebelle a commencé par une coupure des communications téléphonique entre plusieurs villages. Des check points ont été postés sur les routes entre les villages où l'EIIL avait des positions ou des maisons d'accueil pour les combattants. Les factions rebelles ont commencé des attaques simultanées contre les djihadistes de l'EIIL dans les villages de Dana, Harem, Manbij, Jaraboulos, Atmeh, tall Rifaat, Hazano, Anadan, et dans les quartiers rebelles d'Alep. On a essayé de protéger les frères et de prendre leurs familles en charge même si on n'était pas d'accord avec leurs agissements. Il y a eu beaucoup d'injustice de leur part vis-à-vis des habitants ».

De son côté, le djihadiste européen avait un témoignage plus précis. Il a entendu sur sa radio l'appel à l'aide des djihadistes de l'EIIL : « J'ai quasiment témoigné du top départ de l'opération rebelle. J'ai entendu l'EIIL d'Atareb demander de l'assistance sur les ondes, il était clair qu'ils ne s'attendaient pas à une attaque. Puis, très vite,

les ondes ont été saturées et les appels ne passaient plus. Dans les jours qui ont suivi, tous les djihadistes étrangers, qu'ils soient de l'EIIL ou pas, étaient devenus suspects aux yeux des factions syriennes. Il était difficile pour ceux qui tiennent ces barrages de faire la différence entre les djihadistes. Beaucoup ont été liquidés, moi-même j'ai failli laisser ma peau dans un quartier d'Alep. » Puis, il m'explique : « J'ai même pleuré quand l'émir de mon unité nous a demandé d'enlever les bannières noires qui flottaient sur nos véhicules. Pour beaucoup de gens, cette bannière, Rayat Al Okab, est celle de l'EIIL, sauf que, non, c'est une bannière islamique. C'était un moment de grande confusion pour les djihadistes occidentaux en Syrie. »

Ces bouleversements d'alliances et ces affrontements étaient une des premières confrontations avec la réalité pour les djihadistes occidentaux enrôlés dans différents groupes rebelles en Syrie, allant de l'ASL aux djihadistes de l'EIIL ou d'Al-Qaïda. Une première désillusion après une confrontation avec la réalité syrienne naturellement beaucoup plus complexe que ce qu'ils imaginaient quand ils ont pris la décision de rejoindre le djihad. Les mois suivants, ces affrontements témoigneront des premiers retours en France et ailleurs en Europe. Mais ce fut cette période aussi qui marquera la nature révolution-

naire de l'EIIL, sa politique du seul contre tous, y compris Al-Qaïda. La nouvelle génération de djihadistes s'affirme dans un lieu symbolique, le Sham. Première brique vers l'accomplissement de la prophétie, vers le retour du califat, vers la préparation de la fin des temps.

Les combats se propagent à l'Est syrien

Les combats entre les rebelles modérés comme islamistes avec l'EIIL ne tarderont pas à se propager vers l'Est syrien. C'est depuis Charkia, déjà bastion de l'EIIL, qu'Omar, dit « le Tchétchène », ancien officier de l'armée géorgienne, avait envoyé des renforts vers la région d'Alep.

Dans cette même zone est, la ville de Raqqa, capitale de la province du même nom, tombe sous le contrôle de l'EIIL le 9 janvier 2014. « La plupart des djihadistes du Front al-Nosra avaient voué allégeance à Baghdadi, ceux qui ont refusé ont quitté la ville pour éviter l'effusion de sang », me dit un activiste de la ville, qui témoignait d'une rivalité accrue entre factions rebelles et islamistes de tous bords. Ce n'était que partie remise. Le Front al-Nosra ne tardera pas à rentrer dans une confrontation ouverte avec l'EIIL, qu'il accusera de diviser les djihadistes et de les détourner de l'objectif de déchoir le président syrien Assad. Sauf que l'EIIL avait d'autres

plans, la Syrie n'était qu'un théâtre et le président syrien un adversaire parmi d'autres.

Trois exemples de djihad familial

Les quelques djihadistes étrangers libyens et saoudiens, qui ont rejoint la Syrie en 2012, ont initié un flux sans précédent de djihadistes étrangers, des quatre coins du globe, affluant avec femmes et enfants pour certains. On est aux prémices du djihad familial qui touchera plusieurs pays, dont la France.

Une famille du Kazakhstan (ancienne république soviétique)

Mi-novembre 2013, j'ai été interpellé par l'histoire de 150 membres d'une même famille kazakh qui ont rejoint le djihad en Syrie. Alors que des centaines de milliers de Syriens fuyaient la guerre, 150 Kazakhs issus d'une même famille, enfants en bas âges, adolescents, femmes et hommes, ont quitté leur pays « pour accomplir leur devoir de djihad au Levant ». Les images de leur aménagement dans une villa réquisitionnée par l'EIIL a fait le tour des réseaux sociaux et des forums djihadistes. C'était la première vidéo officielle de l'EIIL promouvant l'immigration en famille vers ses territoires, dans le cadre de la série *Lettres des terres des batailles épiques*.

Cet épisode était titré « L'hospitalité d'une famille djihadiste ».

La vidéo débute par une marche militaire, puis par l'arrivée de trois véhicules qui arborent les drapeaux noirs adoptés par Al-Qaïda et par l'EIIL, au portail d'une villa. Au bout de quelques minutes, on peut lire en blanc sur fond noir : « L'institution Al-Fourqan [organe médiatique de l'EIIL] a été reçue par une famille mouhajira [étrangère]. Les 150 membres de cette famille kazakh ont parcouru des milliers de kilomètres et dépensé des fortunes pour émigrer au Levant. » Puis, des versets du Coran sont déclamés par un petit garçon, avant de voir une vingtaine d'enfants, y compris des bébés de quelques mois, assis par terre. On voit également dans la vidéo de toutes jeunes filles voilées, certaines portant un voile intégral. On découvre ensuite l'enfant que l'on entendait réciter le Coran, qui n'a pas plus de six ans. Ils ont traversé près de 5 000 kilomètres pour rejoindre la Syrie.

Une famille du Maroc

L'interview d'Abou Hamza al-Maghribi en mai 2015, après des mois de négociation, était tout aussi inédite. Je l'avais conduite de pair avec David Thomson, confrère de RFI et auteur des *Français jihadistes*, aux éditions des Arènes (2014). Ce Marocain d'une cinquantaine

d'années avait fait sa *hijra*, son immigration, depuis son Maroc natal vers la Syrie où ses cinq garçons le rejoindront. Deux d'entre eux étaient encore adolescents.

Les motivations d'Abou Hamza sont assez représentatives de ce qui a pu motiver certaines familles à partir en Syrie : « Mon souhait est de vivre sous le règne d'un État islamique et de contribuer à sa construction. Pour vivre notre islam, car malgré les guerres fratricides en cours en ce moment, je continue de croire au projet de l'EI. Allah a créé et investi les hommes de la mission de défendre sa religion, ma foi est grande et il est de notre devoir de libérer le Sham. Pourtant, beaucoup de Marocains quittent la Syrie à cause des combats fratricides entre factions. Moi je sais ce qui m'attend dans les prisons marocaines si j'y retourne. » Cet homme a décidé de tout laisser dans son pays d'origine et de risquer sa vie et celle des siens à la faveur d'un idéal et d'un combat mystique. Ce n'est pas la paie, ni les jeux vidéo, ni les 72 vierges promises aux martyrs qui l'ont attiré vers le djihad, mais une conviction forte d'accomplir un devoir sacré.

Une famille de France

J'ai pu rencontrer le père d'une Française qui a rejoint la Syrie avec son mari, ses deux enfants,

sa belle-mère, ses belles-sœurs, leurs maris et leurs enfants. Ils étaient onze à rejoindre la Syrie depuis Nice. Deux ou trois sont donnés pour morts, certaines des femmes sont enceintes, elles accoucheront en Syrie, comme d'autres Françaises avant elles. Des histoires devenues courantes.

Pour ce père, sa fille est « heureuse là-bas », quand il sort sa photo de sa poche il me dit : « Je vois qu'elle est bien, elle ne reviendra jamais, mais c'est pour mes petits-enfants que je m'inquiète, qu'est-ce qu'ils vont devenir ? »

Des questions essentielles se posent d'ailleurs quant à la stratégie à adopter vis-à-vis de ces enfants. Quelle structure pourra les recevoir une fois de retour dans leur pays ? Qu'en est-il de ceux qui meurent ou de ceux qui naissent sur place ? Quels droits ont les familles, les grands-parents ? Pour les djihadistes qui meurent sur place, comment reconnaître leur mort dans leur pays d'origine ? Des questions d'ordre humain... et administratif, auxquelles il n'y a pas de réponse pour le moment.

Le gendre de ce père meurtri et résigné à la fois n'est autre que celui qui a produit les vidéos « Faites exploser la France », au nom de l'EI. Proche, puis ennemi du notoire Omar Omsen, il produisait déjà des vidéos d'incitation au djihad alors qu'il était encore en France,

aujourd'hui il le fait pour le compte de l'EI contre la France. Cette famille française a été obligée de quitter Chadadi, où elle avait élu domicile dans la province de Hassaké au nord-est syrien, pour la ville de Mayadin dans la province de Deir ez-Zor après la prise de Chadadi par le YPG[1] kurde. Trente mille personnes quitteront la région de Hassaké vers l'intérieur des terres de l'EI à cause des bombardements et des combats.

Sans s'attarder sur les parcours respectifs, ce qui est à noter demeure la motivation commune de ce groupe de Français. Une motivation profonde qu'on retrouve dans les deux autres exemples de djihad familial. Une quête d'un idéal, d'une volonté inébranlable de changement, de participer à l'Histoire avec un grand H. Ce sont les motivations d'une partie importante de ceux qui décident de tout laisser derrière eux et de rejoindre le djihad. Ils prennent leur décision pour des raisons religieuses et politiques à la fois. D'autres l'ont fait avant eux, les exemples abondent. N'y a-t-il pas eu immigration vers l'Union soviétique pour construire un nouveau modèle de société ? Des communistes ne sont-ils pas allés en Espagne se battre contre le fascisme ? Il n'est pas question de véritablement

1. En français : « Unités de protection du peuple », branche armée de l'Union démocratique kurde syrienne (PYD).

faire une comparaison, mais de rappeler que les motivations humaines se ressemblent, même si elles se font sous différentes bannières et à différentes époques.

La difficulté réside aujourd'hui dans le retour de certains de ces djihadistes dans le but de frapper dans leur propre pays, comme ce fut le cas le 13 novembre 2015 avec les attaques sanglantes de Paris et celles de Bruxelles le 22 mars 2016.

5

Irak : « Le retour dans les villes »

La guerre en Syrie a rendu la montée en puissance de l'EIIL en Irak inévitable. L'EII a pris une décision stratégique qui lui a permis de grossir ses rangs, d'acquérir une quantité considérable d'armes et de munitions, et de recruter massivement parmi les Syriens mais aussi parmi les djihadistes étrangers qui rejoignaient l'Irak depuis la Syrie. À l'hiver 2012, le gouvernement irakien de Maliki a aussi contribué à cette montée en puissance en envoyant des combattants chiites soutenir les troupes gouvernementales syriennes. Ce choix a certes joué en faveur de Damas militairement lors de batailles décisives à la Ghouta, dans la région de Damas, ou à Nabak, dans le Qalamoun. Mais il a aussi donné une résonance aux discours sectaires des djihadistes et a ravivé les tensions sunnites-chiites en Irak. La guerre syrienne ne tardera pas à passer la frontière.

Après des années de confinement au désert, les djihadistes de l'EII, devenu EIIL, retournent dans les villes, dès janvier 2014, à la faveur de la répression des manifestations sunnites contre le gouvernement du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, de confession chiite. Le Premier ministre irakien, supposé représenter le pays dans sa diversité ethnique et religieuse, allume ainsi la mèche d'une polarisation confessionnelle en Irak entre sunnites et chiites.

Puis c'est l'embrasement, après l'arrestation du député irakien sunnite d'opposition Ahmed al-Aalouan, accusé de terrorisme. Cela faisait des semaines que des rassemblements pacifiques étaient organisés dans plusieurs localités, dont la ville de Ramadi. Lors de l'arrestation du député al-Aalouan, son frère sera tué par balle[1].

Les jeunes et moins jeunes des clans sunnites sont descendus dans les rues, grossissant les rangs des manifestants. Ce mouvement populaire s'est principalement articulé en dehors des schémas claniques traditionnels.

D'une manière parallèle, les attaques des djihadistes contre les forces gouvernementales avaient repris, allant même jusqu'à couper une des autoroutes liant l'Irak à la Syrie. L'année 2013 a été la

1. Quelques semaines auparavant, Tarea al-Hachami, vice-président irakien en fonctions, a été également accusé de terrorisme.

plus sanglante en Irak depuis 2008 ; les djihadistes sont de retour, forts de leur expérience syrienne et des leçons apprises en Irak avant leur éviction des villes. Ils se positionnent en protecteurs des manifestants et de la communauté sunnite « trahie par son élite à la solde de Bagdad et de l'Iran ».

L'EIIL, qui est intervenu « pour protéger le soulèvement populaire contre Bagdad », deviendra le moteur de ce soulèvement.

À la prise de la ville de Falloujah en janvier 2014 par l'EIIL, j'ai pu m'entretenir avec un habitant, al-Fahdaoui, du clan Boufahd. Il m'explique alors : « Ce sont nous, les jeunes des clans sunnites, qui avons pris les armes contre la police et l'armée dans la ville. Les chefs n'étaient pas du tout d'accord et ils ont essayé de nous en dissuader. Ils avaient peur du retour des moudjahidines tout comme de la répression des troupes gouvernementales. Sauf que, nous, on voyait dans cet éventuel retour des moudjahidines quelque chose de positif face à la machine de guerre étatique qu'on subissait depuis des années. Seuls les moudjahidines pouvaient nous aider à établir un rapport de force avec les forces gouvernementales. Et c'est exactement ce qui s'est passé. Dès l'entrée en ville de l'EIIL, la majorité des civils qui avaient pris les armes les ont rejoints. Il y a même des policiers et des militaires qui ont rejoint les moudjahidines. Cela dit, la plupart

sont restés chez eux, certains n'avaient pas rejoint leurs postes depuis des mois.» Puis il ajoute : «Ce qui s'est passé n'est que l'épilogue d'une colère qui couve depuis plusieurs mois. Nos chefs traditionnels et nos représentants à Bagdad ont perdu toute crédibilité. Ils n'osent même pas exprimer leur mécontentement et le nôtre, même s'ils sont tout à fait conscients des conséquences désastreuses de leur silence. Certains n'ont pas le choix, d'autres sont complètement corrompus.»

Sur la situation dans la ville depuis l'entrée des djihadistes, al-Fahdaoui m'apprend «qu'à ce stade l'EIIL organise la défense de Falloujah, tout en y injectant des quantités d'armes et de munitions. Les combattants sont postés sur les lignes de démarcation autour de la ville, et les habitants font la police à l'intérieur de la ville». C'est à ce moment que le harcèlement des forces gouvernementales a débuté sur la route entre Falloujah et Ramadi. Une lutte décisive se dessinait bien avant la prise de Mossoul, qui n'était plus qu'une question de temps pour les djihadistes.

J'ai repris contact avec al-Fahdaoui en avril 2014, soit trois mois après l'investiture de la ville par les djihadistes. Il m'annonce qu'il a rejoint les rangs de l'EIIL. J'ai cherché à comprendre ce qui l'a poussé, avec d'autres membres de son clan, historiquement antidjihadiste, à rejoindre l'EIIL, et pourquoi les djihadistes sont toujours

acceptés dans sa ville. Il me dit sans détour : «Les décideurs de la Dawla [EIIL] ont appris de leur expérience passée à Falloujah. Ils n'ont pas reproduit les mêmes erreurs en ce qui concerne la gestion de la ville et de sa population. Ce sont des personnalités des clans locaux qui ont en charge tout ce qui concerne la vie quotidienne des habitants. La Dawla a choisi des personnes qui lui sont favorables ou des frères originaires de Falloujah ou de sa région pour accomplir cette tâche. Ce sont aussi les jeunes des clans qui assurent la sécurité chacun dans son quartier, tout en en référant aux commandants. Au-delà de ça, il faut voir comment les habitants de Falloujah ont ouvert leurs portes aux moudjahidines de retour dans la ville. Ce qui était le cas aussi à Jazirat al-Ramadi, al-Karma et Khaldiyeh. Moi-même, j'ai rejoint les frères quand j'ai pu constater de mes propres yeux leur bienveillance vis-à-vis des habitants en comparaison avec ce qu'on subissait sous le joug des forces gouvernementales.»

Une question s'imposait : Comment sont traités les combattants des clans historiquement antidjihadistes, comme son clan à lui? Il m'expliquera alors la stratégie de l'EI : «Qu'après des années d'oppression, de clientélisme et de corruption, très peu de gens demeuraient du côté du gouvernement. Puis la Dawla a ouvert la porte de la repentance, même pour celui qui a tué

1000 × 1000 de ses hommes. Donc ceux qui restent dans les rangs de Bagdad sont ceux qui y trouvent un vrai intérêt personnel. » Cette phrase de Baghdadi, répétée par son porte-parole Adnani, sera énoncée sans relâche par les membres et les commandants de l'EI à travers l'Irak, la Syrie et même la Libye pour encourager les combattants à rejoindre leurs rangs, et les familles sunnites à rejoindre les territoires de l'EI.

Mi-2014, l'EIIL récoltait déjà ce que l'EII avait semé en Syrie ; les armes lourdes et les djihadistes étrangers renforçaient les djihadistes en Irak, avant que ces derniers ne les renforcent à leur tour après la prise de Mossoul et de plusieurs postes frontaliers entre les deux pays, que ce soit avec des attaques depuis la Syrie ou depuis l'Irak. C'est pendant cette période aussi qu'on a vu le premier kamikaze européen, un Danois, se faire exploser au nord de Bagdad. Les combats dans les régions de l'Est syrien s'inscrivaient eux aussi dans ce cadre. Le souci de la continuité territoriale était primordial pour les stratèges de l'EIIL, puis de l'EI. Cette volonté les poussera vers une confrontation simultanée avec différents acteurs des deux côtés de la frontière[1].

1. D'où les affrontements sanglants avec le Front al-Nosra et les clans qui l'ont soutenu, comme les Chouaitat, aujourd'hui en partie revenus dans le giron de Damas.

6

La stratégie militaire

Blitzkrieg – guerre éclair – est le mot avec lequel on pourra définir l'avancée fulgurante de l'EI en Irak en 2014. C'est une des rares fois dans l'histoire militaire contemporaine qu'une force armée non conventionnelle réussit à s'emparer d'un territoire d'une telle étendue et d'une telle diversité géographiques. Si on se penche sur d'autres mouvements insurrectionnels, on constate très vite qu'ils se réorganisent comme une armée régulière avant d'investir les agglomérations urbaines – les Viêt-công sont un exemple parmi d'autres.

À l'offensive, l'EI s'appuie majoritairement sur des formations de petites unités polyvalentes et très mobiles. Cette tactique n'est pas nouvelle, elle a été adoptée lors de différentes guerres insurrectionnelles et révolutionnaires du XX^e siècle. Face à une armée bien équipée,

l'essence même d'une guerre asymétrique réside dans la motivation personnelle des combattants. Les premiers à théoriser et mettre en application ces tactiques étaient les Allemands lors de la Première Guerre mondiale.

L'armée allemande avait mis sur pied des unités de dix combattants prêts et capables d'engager les positions ennemies les plus exposées dans une logique de combat au corps à corps sur un espace géographique très réduit. Dans ce cadre, les officiers allemands déléguaient le pouvoir de décision au chef d'unité, ou commandant de l'opération, qui était lui-même parmi les assaillants, ou à distance réduite, avec visibilité sur le champ de bataille et son évolution. L'EI applique cette tactique. Les opérations étant souvent suivies en direct, sur écrans, *via* des petits drones munis de caméras. Ce dispositif permet à l'unité assaillante de s'émanciper d'une chaîne de commandement traditionnellement lourde, propre aux armées régulières. Les djihadistes essayent de contourner les positions les plus fortes, frappent les postes de commandement et les lieux de stockage de munitions, ce qui déstabilise les défenseurs. Les positions ennemies sont souvent fragilisées par une succession d'attaques kamikazes aux véhicules piégés avec des tonnes d'explosifs. Ce qui remplace d'une

certaine manière un bombardement intensif d'artillerie lourde[1].

Un appui de feu avec des mortiers, des chars ou de l'artillerie lourde est utilisé dans certaines offensives, surtout sur les fronts syriens. Mais le stock de munitions n'étant pas renouvelable et l'aviation occidentale, arabe et russe à l'œuvre, le recours à ce type d'armement devient de plus en plus hasardeux pour les djihadistes. Un élément tout aussi important, utilisé par tous les belligérants sans modération : Google Earth, la plateforme de planification de toutes les batailles dès 2011.

D'un autre côté, l'affrontement rapproché réduit sensiblement la possibilité d'un appui aérien ou d'artillerie aux défenseurs, qui auront beaucoup de mal à manœuvrer efficacement tout armement lourd en leur possession. Dans la plupart des cas, les unités de l'EI préparent d'une manière précise leurs *gazawat* ou attaques en mode *hit and run*, qu'elles aient pour objectif de

1. Les aviateurs japonais lors de la Seconde Guerre mondiale étaient les premiers à avoir un recours massif aux opérations kamikazes. Cela à un moment où l'empire du Soleil-Levant était bien affaibli militairement. Ceux qui suivront sont les Iraniens lors de la guerre Irak-Iran (1980-1988), puis le Hezbollah libanais, ou son embryon, contre Tsahal en 1981, puis contre les marines américains et les parachutistes français déployés à Beyrouth en 1983.

capturer des positions ou, c'est le cas souvent aujourd'hui, des munitions[1].

Le mythe de «l'armement sophistiqué»

Beaucoup d'encre a coulé concernant «l'armement sophistiqué» des djihadistes de l'EI. Certes, des transports de troupes et des véhicules blindés de fabrication américaine et quelques canons Howitzer de 155 mm ont été capturés en Irak, à la prise de Mossoul. Mais ce n'est pas représentatif de l'armement de l'EI puisé en grande partie dans les casernes d'une armée syrienne équipée d'armement datant de l'époque soviétique.

Lors des offensives, les combattants de l'EI sont armés de fusils-mitrailleurs d'assaut de différentes provenances, de mitrailleuses légères, de fusils de précision, de lance-roquettes antichar RPG-7

1. Il est intéressant de souligner que l'EI a prouvé une capacité de renseignements non négligeables. L'efficacité de la collecte de renseignements humains et techniques est tout à fait perceptible dans le choix des cibles et des moments d'attaque. L'évolution rapide des djihadistes à l'intérieur des bases des forces irakiennes démontre les préparatifs entrepris et leur connaissance minutieuse des lieux investis. L'attaque de la ville de Tell Abyad, contrôlée par le YPG kurde, et les assassinats d'un commandant rebelle prokurdes chez lui, tout comme l'assassinat d'un haut gradé saoudien à la frontière irakienne, sont deux exemples parmi d'autres.

ou 9, Konkurs, Kornet, Fagot ou autres de fabrication russe, Milan de fabrication française (capturés à l'armée syrienne) ou TOW de fabrication américaine (capturés ou achetés aux rebelles syriens), ou encore Toufan de fabrication iranienne (capturés aux milices chiites). Quelques missiles sol-air sont en leur possession, d'où l'usage sporadique de cette arme.

En 2014, la majorité des véhicules utilisés sont des 4x4 détournés de leur usage civil et équipés de mitrailleuses lourdes de différents calibres, ou des camions équipés de canon antiaérien de 57 mm ou de lanceurs de roquettes type Grad. On est très loin d'un équipement sophistiqué, on est même dans le rudimentaire. L'équipement militaire s'améliorera au fil des prises de guerre, mais il restera sans commune mesure avec les équipements militaires qui apparaissent dans les rangs des forces militaires et paramilitaires syriennes et irakiennes en 2015. Cela malgré les efforts de l'EI à innover en matière de blindage ou de modification de ses véhicules dès 2014. Les acquisitions d'armes et surtout de munitions achetées aux trafiquants et à certaines factions rebelles sont également une source d'approvisionnement de l'EI.

Le facteur le plus important demeure le facteur humain; l'expérience tactique et militaire acquise après des années de guerre n'est pas négligeable.

La plupart des djihadistes de l'EI ou même d'autres factions, parfois ennemis comme le Hezbollah, sont motivés par une foi inébranlable en leur cause. Cette foi et cette quête font toute la différence sur le terrain entre un combattant qui se bat pour une solde et un autre qui se bat pour un idéal ou pour Allah. D'où l'efficacité des djihadistes du Hezbollah et des combattants kurdes du YPG face à l'EI. Là aussi on diverge des tactiques des officiers de Saddam qui envoyaient des vagues de conscrits comme chair à canon en premières lignes, alors que l'EI envoie ses meilleurs combattants, les plus engagés dogmatiquement, tous prêts à activer leurs ceintures explosives au nom d'Allah en première ligne. On est très loin du Baas.

Les officiers baasistes de l'EI

Évidemment, les tactiques et stratégies de guerre de l'EI se distinguent des stratégies de guerre de tranchées des officiers baasistes. Les officiers de Saddam Hussein produiront ses stratégies lors de la guerre de huit ans avec la république islamique d'Iran, puis, ils essayeront de les reproduire lors de la première et la deuxième guerre du Golfe.

Il est nécessaire tout de même de préciser que, dans l'Irak de Saddam Hussein, il fallait être

baasiste pour être officier. Les anciens officiers baasistes aujourd'hui dans les rangs de l'EI sont tous des djihadistes aguerris et dogmatiques qui réfutent l'idéologie du Baas. Ces anciens officiers baasistes ont certainement fait profiter l'EI de leurs capacités organisationnelles, de leurs réseaux clandestins ou même de leurs connaissances en termes de sécurité intérieure ; mais certainement pas en espionnage, connaissant le lamentable état des services irakiens, politisés et corrompus. Mais croire que ce sont eux qui font ces succès reviendrait à mettre de côté des années d'insurrection en Irak, des années de guerre en Syrie, et les expériences djihadistes de ceux qui ont fait la guerre sur d'autres territoires et qui ont rejoint l'EI aujourd'hui.

Et on oublie aussi souvent les militaires de différents pays, dont la France, qui ont rejoint les rangs de l'EI. Le plus notoire étant Omar al-Chichani « le Tchétchène », qui combattait dans les rangs de l'armée géorgienne lors de la guerre de 2008 contre la Russie. Il a commandé un certain temps les forces de l'EI en Syrie, aujourd'hui il serait à la tête d'une force spéciale.

Il est évident que les tactiques militaires de l'EI n'ont que très peu à voir avec celles de l'armée irakienne sous la présidence de Saddam Hussein. Même s'il en garde quelques rudiments : l'EI a eu recours aux voitures piégées et aux attentats

kamikazes comme une sorte de barrage de feu pour couvrir le retrait du gros de ses troupes des villes de Chadadi et Palmyre devenues indéfendables, tout comme une armée conventionnelle utiliserait l'artillerie en couverture. On constate donc une préoccupation tactique, telle celle d'une armée classique, couplée à l'usage d'un mode opératoire plutôt offensif de guérilla urbaine à des fins défensives.

L'EI a prouvé également sa capacité à faire diversion et à leurrer ses ennemis concernant ses vrais objectifs. Ce fut le cas à quelques jours de la prise de la ville de Mossoul avec l'incursion des djihadistes dans la ville de Samara, symbolique pour les chiites.

L'offensive de Samarra et la prise de Mossoul

Le 5 juin 2014, l'EI fait une incursion de plusieurs heures au cœur de la ville de Samarra, ses quartiers est tombent entre les mains des djihadistes, qui se retireront quelques heures plus tard des rues de la ville.

J'étais en contact avec Ibn al-Rafidayn, un des principaux responsables médias de l'EI durant cette période. Après son exil dans le désert d'Anbar, il revenait à Samarra, dans une ville qu'il connaissait bien pour y avoir vécu.

Le jour de l'offensive, il me dit : « Le but est de faire une piqûre de rappel aux traîtres qui aident le gouvernement de Maliki. On veut les terroriser et on veut dissuader les autres. Tout le monde doit prendre les armes. »

Vu le nombre réduit de djihadistes qui ont investi la ville, leur départ précipité et le fait que Samarra est le bastion du « Parti islamique », l'équivalent des Frères musulmans irakiens, alliés de Bagdad, les propos de mon contact semblaient plausibles.

Puis, il ajoute : « Les postes de police sont tombés entre nos mains très vite, ils ne s'attendaient pas du tout à ce qu'on vienne les chercher à Samarra, ils se pensaient à l'abri. On a suivi un plan précis, duquel on n'a pas dérogé. On voulait tester et éparpiller les forces gouvernementales pour baisser la pression autour de Falloujah. On a fait des incursions à Soleïman Bek et dans les faubourgs de Mossoul. Tout est coordonné, ce n'est que le début d'une opération plus importante. »

On est à quelques jours de la prise de Mossoul et l'EI a entamé la bataille à plusieurs kilomètres au sud, à Samarra. Les djihadistes commencent à prouver leur capacité à disperser les forces gouvernementales et à frapper de l'extrême nord du pays jusqu'aux confins de Bagdad d'une manière coordonnée. Dans les mois qui ont précédé la prise de la ville de Mossoul, les djihadistes ont

opéré plusieurs incursions « dans le but de tester la combativité des troupes présentes dans la ville, leur coordination et leur temps de réaction », toujours selon Ibn al-Rafidayn.

L'homme ne tardera pas à franchir le pont entre les deux rives de Mossoul, en conquérant. Il me dévoilera quelques détails concernant la prise éclair de la ville de plus de deux millions d'habitants : « Les affrontements ont débuté hier [le 10 juin 2014] après la prière du Fajr (de l'aube), les frères ont entamé un déploiement dans les quartiers de la rive droite. Les postes de police et les check points sont tombés les uns après les autres presque sans résistance. Très vite toute la rive droite était sous notre contrôle, et les forces gouvernementales ne pouvaient plus traverser pour soutenir ceux qui étaient pris au piège. Pourtant ils ont bombardé la zone à l'aveugle. » Il m'affirmera aussi « qu'une force de 250 véhicules de Peshmergas kurdes était rentrée dans la ville la veille pour exfiltrer un nombre de notables kurdes, quelques officiers et certains de leurs collaborateurs ». Cela avant de rajouter : « On a ouvert toutes les prisons, celle de Badouch et celle de l'antiterrorisme, mais dire que tous les prisonniers nous ont rejoints est faux. Certains oui, mais pas tous. »

Au-delà de la stratégie militaire, l'arme de la terreur a aussi fonctionné à plein régime à

Mossoul. On y reviendra dans le chapitre qui traitera de l'usage de la violence et de la terreur par l'EI.

La prise de Ramadi

Tout comme pour la prise de Mossoul, les décideurs politiques et l'opinion ont été surpris par la prise de Ramadi par les djihadistes de l'EI. Sauf que, à la différence de Mossoul, qui est tombée entre les mains des djihadistes en quelques jours, Ramadi a résisté plus d'un an. Une partie des clans sunnites de la ville, historiquement antidjihadistes, avait décidé de se défendre.

La ville a été investie par les djihadistes dès janvier 2014, en même temps que Falloujah, mais le contrôle des derniers quartiers qui leur résistaient encore s'est accéléré le 15 mai 2015, et la dernière bataille n'a pris que quelques heures. Ce qui n'a rien d'étonnant dans la mesure où, dès que l'offensive finale a été lancée contre les derniers bastions des miliciens, ces derniers ont envoyé leurs familles vers la capitale irakienne. Pourtant, Bagdad leur a refusé l'entrée, ou du moins sans « garant », ce qui fait que la majorité de ces familles sont restées sur les routes aux portes de la ville; les rares familles qui ont été acceptées *intra-muros* ont subi des pressions,

des exactions et ont été victimes d'assassinats de la part des milices chiites opérant à Bagdad et échappant à toute autorité étatique.

Après ces événements qui rappellent une situation similaire, un an auparavant, quand des familles sunnites ont décidé de fuir vers le Kurdistan irakien, l'EI a su en tirer bénéfice. Deux jours avant la prise de Ramadi par les djihadistes, Abou Bakr al-Baghdadi a fait un discours de trente-quatre minutes. Mais ce sont deux minutes qui ont suffi à faire la différence, lorsque Baghdadi appelle les militaires et policiers sunnites toujours dans les rangs gouvernementaux à déposer les armes tout en leur assurant son «pardon», puis les familles de ces derniers, qui ont fui Anbar et Ramadi en particulier, à revenir dans les territoires de l'EI «où ils ne seront pas inquiétés et même protégés». Deux jours plus tard, Ramadi était entre les mains de l'EI. Ce qui en dit long sur l'état d'esprit des combattants sunnites anti-EI et sur la capacité du gouvernement irakien à mobiliser au-delà de la communauté chiite, qui elle-même se mobilise suivant des appels et fatwa religieuse et non en réponse directe à un appel national. Au moment de l'écriture de ces lignes, une grande partie de Ramadi a été reprise aux djihadistes; les combats se poursuivent dans certaines parties de la ville et dans ses faubourgs.

Cette équation qui prévaut en Irak, encore plus qu'en Syrie où d'autres acteurs sunnites sont encore opérants du côté de la rébellion comme du côté du régime, laisse présager une chute similaire des derniers bastions des Sahwat à Anbar comme les villes de Haditha et de Aamryat al-Falloujah, une localité reprise par les milices progouvernementales il y a quelques mois mais qui reste accessible aux djihadistes de l'EI *via* des attentats suicides ou à la voiture piégée. Sans le soutien aérien massif de la coalition qui frappe d'une manière systématique et incessante les positions de l'EI, les villes irakiennes à majorité sunnite seraient probablement sous le contrôle des djihadistes. D'ailleurs il suffit que le ciel se couvre ou qu'une tempête de sable souffle sur la région pour que l'EI reprenne l'offensive.

7

L'EI est-il en guerre contre les Kurdes ?

Le message de l'État islamique est clair, pas de discrimination dans ses rangs : tout «bon musulman», suivant les critères rigoristes des djihadistes, est le bienvenu. Le 28 juin 2014, à la veille de la déclaration du califat, j'ai eu l'occasion d'approfondir la question de la place des Kurdes, principalement constitués en groupes armés opposés à l'EI, dans ses rangs. Cela faisait un moment que j'étais en contact avec un émir kurde de l'EI, Aassem, qui avait grandi en Arabie Saoudite et était à la tête d'une unité combattante dans la région de Hassaké.

Le récit d'Aassem est sans ambiguïté, et ses affirmations se sont vérifiées au fil du temps et lors de différentes batailles dans lesquelles des djihadistes kurdes étaient impliqués face à d'autres Kurdes irakiens ou syriens, les plus connues étant celles de Kobané en Syrie et celles de la région de Kirkouk en Irak.

Si l'antagonisme entre djihadistes et Kurdes est la vision prédominante, ces derniers, au même titre que les autres ethnies de la région, sont aussi présents dans les rangs de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), tout comme des combattants arabes sunnites du clan Choumar se retrouvent dans les rangs du YPG kurde. Pour autant, Aassem me confie que «les Kurdes syriens sont peu nombreux dans les rangs de l'EIIL et de la mouvance djihadiste en général». Il attribue cette faiblesse numérique au «manque de conviction ou d'éveil islamique chez les Kurdes en général, mais tout particulièrement chez les Kurdes syriens qui ont toujours évolué dans une sorte de vase clos hermétique à toute influence extérieure. À cela s'ajoutent d'une part l'animosité ancestrale entre Kurdes et Arabes, et d'autre part le fait que certains chefs ou combattants locaux de la Dawla profitent de leur pouvoir nouvellement acquis pour régler de vieux contentieux».

Selon mon interlocuteur, «l'EIIL souhaite sortir les Kurdes de leur isolement pour les réintégrer au cœur de la communauté musulmane. Si l'expérience menée lors de la prise de Mossoul en Irak trouve des échos favorables, cela peut être un bon début d'ouverture». L'expérience en question étant celle de l'évacuation de notables et de fonctionnaires par les Peshmergas à quelques

heures de l'entrée des djihadistes à Mossoul (voir témoignage p. 104).

«À cette période, l'absence de contact direct entre l'EIIL et les Kurdes ouvrait la porte aux rumeurs les plus improbables, comme la volonté supposée de l'EIIL d'exterminer les Kurdes. Ces rumeurs fantaisistes sont tellement répandues qu'un médecin kurde, qui me soignait en Turquie, m'avait très sérieusement questionné sur leur véracité. Alors vous imaginez bien leur impact sur une population encore rurale. En même temps, il est indéniable que les Kurdes ont été victimes d'exactions de la part des différentes factions djihadistes», reconnaît-il, avant d'ajouter : «Moi-même j'ai été victime des pratiques discriminatoires de la part de certains de mes compagnons djihadistes, alors même que je suis émir.» Mais il m'assure que «les frères en question ont été sanctionnés et leur émir limogé par le commandement de l'EIIL». Puis, il ajoute : «Ce qui rend l'EIIL unique – par rapport aux autres factions présentes en Syrie –, c'est le fait que même l'un de leurs émirs peut être sanctionné suite à une plainte. Les tribunaux de l'EIIL jugent les plaintes concernant leurs soldats et émirs en priorité par rapport aux autres plaintes afin de construire une relation de confiance avec les populations qu'ils administrent ou souhaitent administrer.» Deux exemples avaient déjà marqué

la volonté de l'EI de traduire en justice ses propres hommes : le limogeage d'un émir égyptien suite à la diffusion d'une vidéo où il humiliait et se moquait d'un vieil homme kurde à l'été 2013; un combattant de l'EI exécuté puis crucifié trois jours sur un croisement de route afin de donner l'exemple, pour avoir pratiqué le racket au check point qu'il tenait.

D'un autre côté, Aassem m'assure que «les rumeurs concernant l'existence d'une unité kurde au sein de l'EIIL sont fausses et infondées, les djihadistes kurdes au sein du groupe n'en sont pas moins présents. Ils sont issus en majorité des régions kurdes de Turquie, d'Irak (Halabja), ou du nord-ouest de l'Iran. Les Kurdes syriens, qui sont très minoritaires, sont originaires des villes d'Amouda et de Kahtania, à la frontière turque». Ces informations ont été confirmées par un activiste syrien de la région de Hassaké, pour qui «il ne semble pas y avoir d'animosité particulière, ni de campagne de recrutement ciblée de l'EIIL vis-à-vis des Kurdes. Tout au plus quelques activistes s'efforcent-ils de traduire les vidéos et les communiqués [de l'EI] en langue kurde avant de les diffuser sur les réseaux sociaux». Depuis l'été 2014, l'EI a multiplié ses efforts de propagande à l'adresse des Kurdes, cela à travers des productions vidéo, des traductions

de communiqués ou de bulletins radio par le biais de sa radio al-Bayan.

Sur la foi des témoignages recueillis, le scénario d'une confrontation entre l'EIIL et les Kurdes sur des bases strictement ethniques paraît donc exclu. D'autant plus que le fait de discriminer les musulmans en fonction de critères raciaux serait en totale contradiction avec les efforts d'al-Baghdadi d'implanter son califat et d'unir les populations musulmanes de la région sous sa bannière noire.

Deux projets politiques transfrontaliers qui s'opposent

Cet antagonisme entre deux projets politiques va se concrétiser dans la ville d'Aïn al-Arab (en arabe) ou Kobané (en kurde), qui est d'une grande importance morale pour les djihadistes comme pour les combattants kurdes du YPG. La ville est d'une certaine manière un des symboles de l'animosité ancestrale que vouent les Kurdes aux Arabes et aux Turcs, dominants, et inversement. Les clans et familles kurdes de la région ont depuis longtemps cherché à y unir leurs forces face aux clans arabes, plus nombreux et plus puissants. La ville a d'ailleurs fourni un nombre important de cadres et de combattants au

PKK – fer de lance dans la résistance militaire kurde à l'État turc depuis des décennies.

Fin 2014, la ville est au cœur du projet indépendantiste ou du moins autonomiste kurde. Ce projet commence à se concrétiser avec l'annonce de l'établissement d'un « régime fédéral kurde dans le nord de la Syrie le 17 mars 2016. Les frontières géographiques de cette région ne sont pas définies. L'expérience militaire et administrative des factions et partis kurdes de la ville et de sa région s'est construite et consolidée au fil des mois. Dans la région de Kobané, les Kurdes du YPG avaient le sentiment d'être « maîtres chez eux », contrairement à d'autres régions comme Hassaké, où l'administration et l'armée du régime syrien sont toujours présentes, en bonne entente avec les factions kurdes. D'ailleurs, une collaboration réelle entre ces deux composantes aura lieu pour repousser les djihadistes de la ville de Hassaké.

C'est donc avec ardeur que les Kurdes ont défendu l'une des villes sur lesquelles ils comptent bâtir un modèle propre. De son côté, l'EI a bien compris qu'en s'en prenant à Kobané il frappe ce projet en plein cœur. Ce qui d'ailleurs n'est pas en contradiction avec les intérêts d'Ankara, restée un temps spectatrice de la situation. Cela jusqu'au moment où la Turquie, contrainte par les pressions internationales et internes, accep-

tera d'aider les factions kurdes d'une manière indirecte en ouvrant sa frontière aux réfugiés, ses hôpitaux aux blessés, et surtout en ouvrant le chemin aux Peshmergas du Kurdistan irakien et certaines factions rebelles syriennes pour renforcer les rangs du YPG.

Au-delà de cette volonté de freiner le projet autonomiste kurde, l'EI s'attaque aussi à un programme « nationaliste laïc » en vue d'imposer son projet de califat islamique. Dans un de ses discours, Abou Mohammed al-Adnani, porte-parole de l'EI, a rappelé que le conflit qui l'oppose aux factions kurdes n'était pas une guerre « ethnique », mais « religieuse et idéologique ». L'EI a d'ailleurs fait un effort de communication considérable pour mettre en scène ses djihadistes kurdes, qui se battent en première ligne pour l'instauration de la charia, face aux combattants kurdes « laïcs ».

8

Syrie, Irak : la soumission ou l'exode pour les chrétiens d'Orient

C'est en 2014 que j'ai été confronté pour la première fois à un document officiel décrivant le traitement «légal» réservé aux chrétiens. Depuis le 9 janvier de la même année, l'EIIL contrôlait complètement Raqqa après avoir chassé les factions rebelles de la ville. Raqqa est la première wilaya islamique, et l'EIIL voulait y instaurer un modèle à suivre dans les autres régions. Les chrétiens de la ville et de sa région vont très vite constater le changement et en subir les conséquences.

Pourtant, le premier incident remonte à septembre 2013. Un de mes contacts au sein de l'EIIL, al-Choumari, qui m'avait fourni les premières photos du contrôle de la ville le 9 janvier, m'avait lui-même annoncé le saccage d'une église avant de m'envoyer les photos confirmant ses propos. On y voyait notamment une grande croix

métallique à terre et des icônes piétinées ou brûlées. D'autres photos circuleront par la suite, on y voit des hommes en noir sur le dôme de l'église en train de retirer la croix en question.

J'ai pu aussi contacter Ahmed, un activiste de Raqqa. Ils étaient nombreux à cette époque, même Human Rights Watch (HRW) avait visité la ville. Il m'explique : «L'origine du problème remonte à une semaine avant la mise à sac de l'église. Des djihadistes de l'EIIL [présents dans la ville sans pour autant la contrôler] sont venus demander aux chrétiens d'arrêter de sonner les cloches de leur église au moment où le muezzin appelle à la prière. Depuis l'arrivée des islamistes dans la ville, ils avaient commencé à faire sonner les cloches trois fois par jour au moment de l'appel à la prière musulmane, en plus des carillons habituels du dimanche. Les responsables de l'église disent qu'ils faisaient sonner les cloches matin, midi et soir pour marquer ces moments de la journée et non dans l'intention de provoquer les musulmans. Des combattants de l'EIIL sont venus devant l'église al-Chouhada il y a une dizaine de jours. Ils ont mis en garde les chrétiens et leur ont ordonné d'arrêter de sonner les cloches en même temps que l'appel des muezzins dans un délai de quarante-huit heures, sinon ils "brûleraient l'église". Les chrétiens se sont exécutés ! Pourtant, le 25 septembre, près de

40 combattants de l'EIIL ont attaqué l'église et l'ont saccagée, avant de descendre la croix qui se trouvait sur le dôme et de la brûler avec d'autres objets en public devant l'église.»

Des manifestations auront lieu dans les rues de Raqqa contre les agissements de l'EIIL et en soutien aux chrétiens. Moins de quatre mois plus tard, l'EIIL contrôlera la ville. Il ne tardera pas à se prononcer officiellement sur la question des chrétiens de Raqqa et de sa région.

Le 26 février 2014, on m'enverra le tout premier «contrat» entre l'EIIL et les chrétiens de Raqqa, la «promesse de sécurité fournie par l'État islamique aux chrétiens de Raqqa en échange de leur acceptation des lois de la *dhima*». On remarque déjà que la notion d'État islamique en Irak et au Levant est absente du titre, on est à quatre mois de la déclaration du califat le 29 juin 2014.

Voici le contenu résumé de cet «accord» entre des représentants de la communauté chrétienne de Raqqa et l'EIIL ; les chrétiens de Raqqa avaient trois options s'ils souhaitaient rester dans les territoires contrôlés par l'EIIL : «se convertir à l'islam ; conserver leur religion à condition de se plier aux lois et aux tribunaux islamiques et de payer une *jizia* ; en cas de refus des deux premières options, cette prise de position sera considérée comme une déclaration de guerre à l'État

islamique et les chrétiens rentreront dans la catégorie des combattants et l'épée tranchera entre eux et l'EI». La quatrième option serait de quitter les territoires de l'EI et donc leurs terres et leurs biens.

Selon différentes sources à Raqqa, les chrétiens ont demandé un délai de réflexion pour se concerter avec leurs représentants religieux. Une réunion entre un représentant de l'EI et vingt représentants de la communauté chrétienne suivra. Certains partiront, d'autres finiront par choisir le statut de *dhimmi*, donc de conserver leur foi chrétienne tout en restant dans les territoires de l'EI.

Voici en quoi consiste le statut de *dhimmi*, suivant les douze points qui figurent dans l'accord en question :

– Interdiction de restaurer ou de construire des lieux de culte chrétiens.

– Interdiction d'utiliser les haut-parleurs lors des prières et d'exhiber des croix ou des livres chrétiens devant les musulmans.

– Interdiction de faire entendre les prières chrétiennes ou les carillons aux musulmans.

– Ne pas commettre des actes hostiles à l'État islamique, par exemple aider, assister et héberger ceux qui sont recherchés par l'État islamique ou ceux qu'il considère comme des espions.

– Ne pas montrer des signes de leurs croyances en dehors de leurs églises.

– Ne pas empêcher ceux qui veulent se convertir à l'islam parmi eux.

– Respecter les musulmans et ne pas dénigrer leur religion (l'islam).

– Payer la *jizia* (taxe de protection payable deux fois par an calculée par rapport aux revenus des foyers concernés : «17 grammes d'or pour les riches, la moitié pour les classes moyennes et le quart pour les pauvres»).

– Interdiction de se procurer des armes.

– Interdiction de faire du commerce de porcs et d'alcool avec les musulmans, et interdiction de boire de l'alcool en public.

– Avoir leurs propres cimetières suivant la coutume.

– Se plier aux règles imposées par l'État islamique en ce qui concerne l'habillement chaste ou les règles du commerce.

Cet accord imposé aux chrétiens de Raqqa fut une des premières affirmations des djihadistes concernant l'administration des territoires et des populations tombés sous son contrôle. Un djihadiste syrien de Raqqa me dira : «La Dawla prouvait ainsi qu'elle ne massacre pas les chrétiens à tours de bras pour leur appartenance religieuse. On ne force pas les chrétiens ou les juifs à devenir musulmans, mais s'ils veulent continuer à

vivre sur les territoires qu'on contrôle, ils doivent se soumettre à la charia. »

L'EI a périodiquement pris en otages, puis libéré, des chrétiens de la région de Khabour dans la province syrienne de Hassaké. Les derniers otages chrétiens de Khabour ont été libérés par l'EI fin février 2016 durant les combats de Chadadi contre le YPG kurde.

Les chrétiens d'Irak, et de Mossoul et sa région précisément, subiront un autre sort, notamment du fait de l'absence des chefs religieux qui avaient élu domicile à Erbil ou à Beyrouth. Les chrétiens de Mossoul n'avaient donc pas de représentant légitime face à l'EI, qui voulait les soumettre aux mêmes règles que celles imposées un peu plus tôt aux chrétiens de Raqqa. Mais le clergé irakien n'a pas voulu négocier avec l'EI. Les deux raisons principales à cela étaient : la peur des éventuels émissaires d'être pris en otages par les djihadistes; le clergé irakien qui n'a pas souhaité accorder à l'EI le statut d'interlocuteur légitime pour des raisons politiques et morales.

Les chrétiens de Mossoul et de la plaine de Ninive seront donc poussés à l'exode vers le Kurdistan irakien, et dépossédés de leurs biens et de leurs habitations par l'EI. Plusieurs sites archéologiques ou classés à travers la Syrie et l'Irak, dont des sites chrétiens, seront détruits

dans une volonté affichée d'anéantir « tous les symboles qui remettent en question l'unicité d'Allah », selon les djihadistes.

L'unique contact entre des chrétiens coptes et l'EI se fera en Libye, et nombre d'entre eux seront exécutés. La branche libyenne de l'EI considère les travailleurs égyptiens en Libye comme des « combattants » car l'Église copte soutient ouvertement le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi. Le maréchal qui a destitué le président démocratiquement élu Mohamad Morsi est un des ennemis de l'État islamique.

9

Les femmes yézidies réduites en esclavage

Fin juillet – début août 2014, les djihadistes de l'EI entament une guerre ouverte sur tous les fronts nord de Syrie et d'Irak. Après avoir chassé les rebelles et l'armée de leur bastion de Raqqa, les djihadistes vont se retourner contre les factions kurdes en Syrie et les Peshmergas en Irak.

Après une accalmie temporaire avec certains groupes kurdes, comme lors de l'accord tacite de Mossoul, l'EI va relancer l'offensive et investir les villes de Zoumar et de Sinjar. Selon une source kurde syrienne proche du YPG, «les Peshmergas n'avaient pas d'ordre pour se battre, tout simplement, ils étaient livrés à eux-mêmes». Les villes et leurs alentours sont des zones disputées entre Bagdad et Erbil depuis des décennies. Les Peshmergas ont déserté le passage frontalier de Rabiaa avec la Syrie en trouvant refuge du côté syrien de la frontière avant de repasser vers le Kurdistan irakien plus au nord. Très vite, le YPG

a essayé de remplir le vide laissé par les Peshmergas. Cela prendra plusieurs mois avant que les djihadistes ne soient chassés du poste frontière.

À l'écriture de ces lignes, les combats entre Peshmergas et djihadistes n'ont jamais dépassé les frontières administratives du Kurdistan irakien. Erbil avait même profité du chaos causé par la fulgurante avancée de l'EI pour investir la ville disputée de Kirkouk et chasser les troupes gouvernementales de Bagdad[1].

Beaucoup de rumeurs à renfort de fausses images et de fausses vidéos ont circulé concernant l'esclavage des femmes yézidies. On était nombreux à être sceptiques. D'une part, l'EI ne nous avait pas habitués à dissimuler ses exactions mais plutôt à les promouvoir. D'autre part, ces rumeurs tombaient en même temps que d'autres tout aussi incroyables comme l'obligation d'excision pour les femmes dès la puberté. Une intox avérée, reprise officiellement par une représentante de l'ONU en Irak.

Mais, finalement, l'EI avait bien réduit en esclavage des centaines de femmes yézidies. Les premiers à s'en vanter étaient les djihadistes

1. C'est dans ce contexte-là aussi que la plaine de Ninive et ses chrétiens ont été abandonnés à leur sort. Tout comme les Yézidis, qui appartiennent à l'ethnie kurde.

britanniques, d'autres suivront, parmi eux des Français. Puis le porte-parole de l'EI al-Adnani, avait menacé de prendre aussi «les femmes de Rome» comme *sabaya* ou esclaves. Ce qui laissait entendre que l'EI n'allait pas tarder à revendiquer son acte en s'appuyant sur un argumentaire religieux. L'esclavage des femmes yézidies sera effectivement revendiqué et justifié dans son magazine anglophone *Dabiq*. C'était la première fois qu'une information d'une telle importance et avec un tel retentissement était publiée en anglais avant de l'être en arabe. La raison est que les premiers concernés étaient les djihadistes étrangers qui n'avaient, pour beaucoup, pas de femmes. Depuis, plusieurs organismes, dont HRW, ont publié des rapports détaillés sur la question de l'esclavage des femmes yézidies.

Dans ce quatrième numéro de *Dabiq*, l'EI consacre plusieurs pages d'argumentation religieuse sous le titre «L'esclavage ravivé avant l'avènement de l'heure [en référence à la dernière heure avant la fin des temps]». Selon l'EI, «il n'est pas normal que la minorité yézidie continue de vivre dans la plaine de Ninive, en Irak ou au Sham en général... cela en application des enseignements du prophète Mohamad, il y a 1400 ans en ce qui concerne le traitement des Mouchrikin [associateurs] qui refusent d'adopter l'islam...». L'EI accuse les Yézidis d'être «des

adorateurs du diable» et dit s'appuyer sur les écrits «d'experts occidentaux et d'orientalistes» comme preuve scientifique.

L'EI dit aussi avoir procédé à «la distribution» des femmes yézidies et de leurs enfants aux combattants qui ont participé aux combats de Sinjar; un cinquième de ces femmes seront données à Bayt al-Mal (équivalent d'un ministère des Finances islamiques). Ces femmes et leurs enfants ont été considérés et distribués de la même manière qu'une prise de guerre matérielle. Elles seront vendues et rachetées entre combattants. Les hommes ont été massacrés, et beaucoup d'enfants yézidis finiront dans les camps d'entraînement et d'endoctrinement de l'EI. On verra même un enfant yézidi égorger un prisonnier de l'EI accusé d'être un espion de Damas[1].

Le magazine précise que les étudiants en théologie dans ses rangs se sont penchés sur la manière de traiter les Yézidis avant de lancer l'offensive de Sinjar et qu'il a été décidé de les traiter d'une manière différente des chrétiens et des juifs qui, en tant que «gens du Livre», peuvent se contenter de payer la *jizia*.

1. Dans cette vidéo tournée dans la région de Deir ez-Zor, plusieurs enfants vont exécuter des prisonniers de l'EI éparpillés au sein d'une forteresse.

10

La dimension apocalyptique de l'EI

L'esclavage des femmes yézidies et la reconnaissance de cette pratique sont une action réfléchie de la part de l'EI. Certes, une dette de sang existait entre les Yézidis et les sunnites de la région, suite à des mariages mixtes qui se sont soldés par des assassinats de femmes yézidies converties[1].

Mais la motivation profonde est bel et bien apocalyptique, elle est présente dans le titre de l'article et dans les arguments religieux qui en découlent. L'EI prépare la dernière bataille des fins des temps. Ce qui est difficile à assimiler et à comprendre d'une manière rationnelle est pourtant un mode de conduite pour l'EI.

1. Comme souvent dans la région, les comptes sont réglés à la faveur des conflits. Des milices yézidies retourneront brûler les villages arabes perdus par l'EI en 2015, et un rapport d'Amnesty International documentera ces agissements en janvier 2016.

L'argumentation religieuse propre à l'État islamique est inspirée d'un hadith d'Abu Huraira, un des compagnons du prophète Mohamad. Il est un des principaux rapporteurs d'hadith ou communications orales du prophète de l'islam. Abu Huraira rapporte qu'un des signes de l'avènement de l'Heure est «quand la mère accouche de sa maîtresse» ou, selon l'EI, «quand une esclave accouche d'une musulmane». Or, les enfants issus d'une relation sexuelle entre une esclave et un homme musulman sont considérés comme des musulmans. Le retour de cette pratique a donc pour but de réunir les éléments nécessaires à l'avènement de la prophétie.

Pour des raisons tout aussi apocalyptiques, l'EI insiste sur l'importance de la plaine de Dabiq, au nord d'Alep. Toujours d'après Abu Huraira, c'est dans cette plaine que doit avoir lieu la bataille finale entre les armées romaines, donc occidentales, et les armées des musulmans. Tous les djihadistes de l'EI affirment «compter avec impatience les bannières de leurs ennemis en attendant qu'elles arrivent au nombre de 80», toujours suivant la prophétie. La plaine de Dabiq est aussi chargée d'histoire, car c'est dans cette région du nord d'Alep qu'a eu lieu la guerre entre les Ottomans et les Mamelouks au XVIe siècle, ouvrant les portes de Damas et du Caire au sultan. C'est pour ces raisons notamment que l'EI

essaye d'attirer les puissances occidentales vers une confrontation au sol. C'est dans ce but que l'EI a enterré la tête de Peter Kassig, humanitaire, ancien soldat américain et otage de l'EI, dans cette même plaine de Dabiq.

11

« La moitié du djihad »

En Occident, quand on parle de djihad, la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan, le Yémen, le Mali ou d'autres contrés lointaines viennent à l'esprit. À moins que ce ne soient les attentats du 11 septembre 2001 et la tuerie de *Charlie Hebdo* revendiqués par Al-Qaïda ou, depuis peu, les attentats du 13 novembre 2015 au cœur de Paris et du 22 mars 2016 à Bruxelles revendiqués par l'État islamique. Pourtant, un djihad d'une tout autre nature se déroule tous les jours sous nos yeux. Il nous est accessible, c'est la « moitié du djihad », le djihad médiatique.

Les penseurs d'Al-Qaïda ont été les premiers à employer cette expression, mettant ainsi en avant l'importance d'une communication et d'une propagande qui s'émanciperait des médias traditionnels pour contrer le discours dominant. Ce nouvel impératif a ensuite été repris et repensé par les membres de l'EI, qui se sont appuyés sur

les outils de communication élaborés qu'offre le XXIe siècle. Au cours de la guerre en Syrie, plusieurs groupes djihadistes ont mis les réseaux sociaux au service du djihad, ce qui a permis d'accélérer la diffusion d'un dogme prônant la violence en s'appuyant sur une imagerie du combat, des vidéos d'abord brutes mais désormais ultrascénarisées.

À ce titre, il est indispensable de préciser que ni les réseaux sociaux, ni plus généralement Internet, ne doivent être perçus comme des sources de radicalisation. Ils n'en sont que l'outil, comme un livre permet de propager une pensée. Ce sont des moyens de communication, que les djihadistes utilisent au même titre que nombre d'entités politiques, économiques ou militaires pour communiquer.

Pour comprendre cette stratégie médiatique, je m'appuie sur plus de quatre années de contacts réguliers avec des djihadistes en charge de la communication de leurs groupes respectifs. Mais aussi sur les rencontres que j'ai faites avec deux d'entre eux, des communicants haut placés dans leurs structures respectives, qui ont accepté de m'expliquer leur parcours et leurs fonctions. Al-Chami, responsable de l'EI, aujourd'hui déserteur, a répondu à mes questions lors de son passage dans une ville européenne fin 2015. Et Omar, responsable médiatique du Front al-Nosra

(Al-Qaïda en Syrie), m'a donné un entretien en Turquie dans une zone frontalière avec la province syrienne d'Idleb.

Dès le début du soulèvement populaire en Syrie, le rôle des réseaux sociaux est prépondérant. Des « manuels » ou « mode d'emploi » en langue arabe à destination des cyber-activistes étaient présents sur le Net depuis les soulèvements dans différents pays arabes. Ils avaient été mis à disposition par des ONG ou des organisations médiatiques occidentales. Ce sont ces mêmes manuels qui seront utilisés en Syrie par des groupes djihadistes. Al-Qaïda au Yémen les utilisera ensuite à son tour dans la formation de ces djihadistes médiatiques, que ce soit sur le terrain ou sur les réseaux sociaux. Des techniques de cryptage de l'information, par exemple, ou de contournement de la surveillance étatique seront reprises par les djihadistes, mais aussi par leurs soutiens aux quatre coins du monde, leur permettant ainsi de s'organiser en réseau.

En 2012, un des forums djihadistes les plus connus, « le centre média al-Fajr [« l'aube »] », diffusait un texte à destination des djihadistes du Net, qu'il disait alors considérer avec autant d'importance que ceux qui ont choisi de rejoindre les combattants djihadistes en Syrie, et dont voici un extrait : « Ô vous partisans du djihad, vous vous êtes levés pour défier les machines médiatiques les

plus redoutables avec vos forums et vos efforts. Qu'Allah vous récompense.»

«Mes seules armes sont les mots»

En cette même année, j'ai pu communiquer avec la personne en charge de la mise en œuvre et de l'alimentation du site al-Manara al-Bayda ou le minaret blanc, qui est devenu la branche médiatique d'Al-Qaïda en Syrie; cela en référence au lieu où Issa, fils de Mariam, doit faire son apparition pour reprendre la bannière du djihad à la tête des armées musulmanes, selon la prophétie. Ce blog, avant de devenir un site, était à l'origine de toute la machine médiatique du Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. Farés n'était pas bavard à notre première prise de contact, mais au fil des discussions il finira par m'apprendre beaucoup; au fur et à mesure je commençais à comprendre le fonctionnement d'une machine médiatique redoutable de simplicité. Initié par l'État islamique en Irak, ancêtre de l'omniprésent État islamique, al-Manara al-Bayda voit le jour.

La prudence de Farés et son souci accru sur les questions de sécurité, les moyens qu'on a utilisés pour communiquer, semblaient être ceux d'un professionnel. Il a fini par me donner des bribes

concernant sa vie personnelle. Farés a rejoint le djihad en Irak bien avant le soulèvement en Syrie, au milieu des années 2000. Il était combattant et il a mis à disposition de l'État islamique en Irak les compétences qu'il avait acquises dans les rangs de l'armée syrienne, «surtout concernant l'usage des missiles antichar», puis il précise : «Après cinq ans de travail en parallèle sur le Net et après l'éclatement de la guerre en Libye, les chefs ont constaté que j'avais une réelle compétence en la matière et je me suis consacré entièrement à l'activité sur le Net.» Question salaire, Farés a préféré me dire : «Ma vie entière est consacrée au djihad et cela n'a pas de prix, mes seules armes sont les mots.» Farés a disparu de la scène médiatique avec le début des combats entre le Front al-Nosra et l'EIIL dans les régions de l'Est syrien. Al-Manara al-Bayda, aujourd'hui exclusif bras médiatique d'Al-Qaïda en Syrie, existe toujours. C'est devenu une machine médiatique qui a en charge toute la production écrite et vidéo du Front al-Nosra. L'organe médiatique a des «correspondants» dans toutes les régions syriennes où le groupe est présent. Le blog du même nom n'existe plus.

Le but de Farés était «d'éduquer les gens, leur apprendre ce qu'est vraiment le Front al-Nosra et de le défendre *via* ses écrits». Il m'apprend qu'il a été encouragé puis missionné directement par

Abou Maria al-Qahtani, qui était un des religieux les plus influents du groupe, et religieux en chef de Charkia, avant sa défaite face à l'EI dans l'Est syrien. Cela à une époque où la communication du Front al-Nosra était quasi inexistante, sauf *via* des communiqués écrits et sporadiques.

Farés a pu se constituer une petite équipe d'hommes et de femmes. Je ne suis jamais arrivé à savoir si l'équipe en question était physiquement constituée ou uniquement virtuellement. Cela dit, ça reste un détail, vu leur dessein. Ils avaient une mission et une totale liberté de jugement dans le but de « propager le djihad à travers des écrits et des hymnes qui incitent à passer à l'acte ». On est à une époque où les vidéos proprement djihadistes en provenance de Syrie sont encore inexistantes. Et le mode de communication adopté se concentre sur des productions écrites, donc s'adressant à un public constitué majoritairement d'initiés arabophones. On est encore loin des vidéos de propagande scénarisées et multilingues de l'EI.

Il parle de « devoir » et de « responsabilité » face à la répression qui montait en puissance sur tout le territoire syrien. Pour lui, dès les premiers jours du soulèvement, le djihad était la seule réponse qui vaille. Farés rêvait « de liberté mais pas de démocratie », diait-il. C'était et c'est le cas de beaucoup de Syriens, d'Irakiens ou d'autres

jeunes du monde arabo-musulman : pour eux liberté n'est pas synonyme de démocratie, mais d'application de la charia. Une vision, ou même un espoir, que l'Occident, et plus particulièrement la France, a du mal à comprendre ou même à concevoir.

La mission de Farés, a très vite changé de nature. D'instigateur au djihad sur un blog confidentiel, Farés est devenu conseiller en djihad : « Je me suis retrouvé à donner des conseils virtuels à des personnes qui me contactaient... comment éviter de tomber dans un piège des services de renseignements syriens ou même d'autres services des pays arabes en ce qui concerne les candidats au djihad. C'était évident pour nous qu'au-delà des déclarations de bonnes intentions vis-à-vis de la rébellion syrienne, personne ne souhaiterait vraiment une victoire djihadiste [les puissances internationales et les pouvoirs régionaux]. J'ai aussi donné des conseils techniques ou comment rejoindre une zone tombée entre les mains de la rébellion. » Donc du rôle de simple instigateur, Farés s'est retrouvé dans un rôle de recruteur, même s'il refuse cette qualification.

En cette année 2013, il était dur d'imaginer que l'activité djihadiste allait se mondialiser *via* le Net. Pourtant, c'est la suite logique aux événements. Farés a laissé entendre qu'il avait des contacts et un réseau qui dépassaient la géogra-

phie syrienne, en m'affirmant «qu'il n'est pas nécessaire d'être sur place [en Syrie] pour porter sa brique à l'édifice».

Il était très dur de le faire parler sur son rôle en particulier. Il me dira toutefois que «nombreux sont ceux qui étaient des contacts virtuels et qui sont devenus de vrais combattants, et pour certains des chefs opérationnels». Farés ne fait aucune distinction entre un Syrien, un Arabe, un Européen ou un Africain, pour lui et en application de ses convictions religieuses, «tous sont égaux et frères dans l'islam», avant d'ajouter que «la plupart des mouhajirin [combattants étrangers] tombent sans qu'on entende parler d'eux».

Après des heures d'entretien au dernier contact fin septembre 2013, Farés œuvrait au rapprochement entre le Front al-Nosra et l'EIIL qui avaient entamé leur divorce. Puis il a disparu de la scène médiatique du djihad dès les premiers mois d'affrontements entre le Front al-Nosra et l'EIIL. Pour lui, la friction entre les frères ennemis ne présageait rien de bon. Ses derniers mots avec moi ont été les suivants : «Il est nécessaire d'éveiller les esprits sur ce qui se trame contre nous, les puissances mettront de côté leurs différends pour combattre les moudjahidines.»

«Ceux qui rejoignent le djihad suite au visionnage d'une vidéo risquent de quitter le djihad après une vraie scène de guerre.»

On est fin 2011, début 2012. Omar (cité p. 46) est parmi les hommes contactés par deux émissaires du Front al-Nosra qui sont parvenus à rejoindre la région syrienne d'Idleb. Il a été ciblé car lui-même était activiste d'Al-Qaïda en Mésopotamie (Irak) au milieu des années 2000. Son frère est mort lors de la célèbre bataille de Falloujah de 2004, qui opposait des milices sunnites et djihadistes aux troupes américaines. Omar avait alors déjà comme mission de promouvoir les idées d'Al-Qaïda, de produire des vidéos et d'animer des forums prodjihadistes. Les réseaux sociaux n'existaient pas.

Je l'ai finalement rencontré pour la première fois dans une ville à la frontière turco-syrienne en 2015. Il me donnera plus de détails sur le développement de la branche médiatique d'Al-Qaïda en Syrie. Voici l'essentiel de son récit à ce sujet :

«Douze hommes ont été envoyés par Abou Bakr al-Baghdadi, émir de l'État islamique en Irak (EII). Ces hommes étaient commandés par Abou Mohammed al-Joulani [actuel émir du Front al-Nosra]. Ils avaient comme mission de retrouver d'anciens membres ou sympathisants d'Al-Qaïda en Syrie pour les sonder et voir qu'elles

étaient leurs dispositions à former l'embryon d'un nouveau groupe dans le pays. Deux des douze émissaires du Front al-Nosra sont arrivés dans ma région d'Idleb. Aujourd'hui, l'un est un commandant chez l'EI et l'autre est toujours chez Nosra. J'étais parmi les quarante premiers à les rejoindre, c'est à ce moment qu'al-Manara al-Bayda a été confirmé comme organe médiatique indépendant d'al-Furqan de l'EII.

« On nous a toujours appris que l'effort médiatique est la moitié du djihad. J'y travaillais depuis un moment depuis que j'ai perdu mon frère à Falloujah en 2004. Avant sa mort et pendant la période qui a suivi, j'avais en charge la mise en ligne de vidéos et de productions djihadistes à l'époque de l'EII. Pour nous, on considérait qu'il était de notre devoir de soutenir les frères qui avaient rejoint l'Irak.

« J'ai été arrêté plusieurs fois, les deux dernières charges étaient pour financement et soutien logistique d'un groupe terroriste. J'étais détenu dans la prison connue comme Feraa Falastin ou "branche Palestine" à Damas pendant deux ans et dans une autre prison, trois ans. Cinq ans de détention pendant lesquels j'ai beaucoup souffert et appris.

« On voulait former le maximum de personnes pour qu'ils puissent travailler seuls et avec le minimum de moyens. On a commencé par créer

un noyau dur pour s'occuper de l'effort médiatique. Sur quarante recrues, il y avait huit personnes qui avaient des compétences en termes de médias. Six sont restées et deux ont fini par rejoindre l'EI. Il y avait une volonté d'un vrai effort médiatique pour expliquer notre vision et prévenir des clashes avec les autres factions présentes sur le terrain.

« Ce qui nous différencie aujourd'hui de l'EI, qui a réussi à gagner une grande partie des activistes et sympatisants du djihad, c'est que, nous, on essaye de parler à l'intellect des gens. L'EI veux s'imposer et imposer sa vision par la force ou à travers les éclats médiatiques. Ceux qui rejoignent le djihad suite au visionnage d'une vidéo risquent de quitter le djihad après une vraie scène de guerre. »

« En Occident, vous pensez que ce sont des Européens ou des Américains qui alimentent la machine médiatique de l'EI »

Al-Chami (cité p. 34), était un des membres de l'EI les plus actifs sur les réseaux sociaux. Mes premiers contacts avec lui remontent au début des affrontements entre le Front al-Nosra et l'EIIL, dont il faisait partie, dans les régions est de la Syrie. Il perdra un de ses frères au cours de

ces combats de Charkia. Son oncle est un commandant connu de l'ASL qui a fait défection vers l'EIIL. C'est suite aux combats dans ces zones riches en pétrole, en gaz et en djihadistes, que j'ai établi mes premiers contacts début 2014 avec lui. Les villes de Chadadi, Chehyl, Boukamal et Mayadin, entre autres, étaient connues comme points de chute des djihadistes syriens ou étrangers qui souhaitaient rejoindre le djihad en Irak à l'aune de l'intervention américaine en 2003. Al-Chami était au cœur des événements.

Puis, à l'été 2015, il a disparu avant de me contacter pour me dire qu'il était en Europe. Il avait pris le chemin des réfugiés. C'est à quelques heures de train de Paris que j'ai pu rencontrer pour la première fois al-Chami. Il se présente aujourd'hui comme repenti. Un jeune homme aux cheveux longs et à la barbe taillée, ancien étudiant en littérature arabe devenu responsable médiatique de l'EIIL, puis de l'EI.

D'abord simple activiste, la guerre l'a finalement amené à prendre les armes et à participer à l'élaboration d'une communication ciblée et travaillée pour le groupe djihadiste, une stratégie qui fait écho à celles développées par les médias managers occidentaux. Il n'est pas le seul, ceci fut le parcours de plusieurs activistes syriens, dont le fameux Abou Bilal al-Homsi qui était aussi un de mes meilleurs contacts bien avant et

après son allégeance à l'EI. Al-Homsi mourra en kamikaze de l'EI dans un quartier loyaliste de Homs, sa ville. Le récit d'al-Chami reflète des milliers d'histoires d'activistes syriens, voici l'essentiel de ce récit concernant son engagement :

« J'ai commencé comme n'importe quel activiste syrien par taguer les murs dès 2011 de slogans dénonçant le régime de Bachar el-Assad. Un mot ou deux suffisaient à déstabiliser une ville entière. On taguait surtout les murs des écoles. On était bien naïfs... C'était avant que les médias internationaux s'intéressent à notre action et que des soutiens matériels n'arrivent de l'étranger. Puis, les activistes ont commencé à envoyer des images et des vidéos à des Syriens hors du pays qui les distribuaient aux chaînes étrangères.

« Les raisons de mon engagement étaient multiples; comme beaucoup d'étudiants syriens, une fois le lycée ou la fac terminés, on tombe sur un obstacle majeur : le service militaire [obligatoire pour les hommes]. Ceux qui ont des entrées dans l'appareil de l'État s'en sortaient avec des postes confortables, mais les gens comme moi [sunnites et pauvres] n'avaient aucune chance de s'y faire une place respectée.

« Les opposants voulaient des vidéos et les combattants voulaient des financements. Il n'y avait pas d'organisation proprement dite ou de

donneurs d'ordres politiques à une armée bien organisée sur le terrain. Là on est début 2012, je filmais et donnais à des activistes pour qu'eux donnent aux chaines internationales. Avant ça on faisait du *live stream*, tout simplement. Mon matériel était personnel, j'ai tout payé, mon ordinateur, ma caméra Nikon qui est toujours en Syrie.

« Puis très vite les agendas étrangers ont pris le dessus. Ça s'est vite senti dans la couverture des combats, certaines images ne sortaient pas et d'autres si. Les agences se faisaient manipuler et manipulaient à leur tour. Moi-même j'ai fait face à cela, je n'avais plus de droit de regard sur ce que je produisais et couvrais.

« On était obligés de choisir un camp pour continuer à travailler. Beaucoup l'ont fait, ils ont accepté la situation et ont commencé à travailler pour les forces en place. Beaucoup ont quitté le Front al-Nosra pour rejoindre la Dawla. Puis il y avait ceux qui étaient à l'étranger, eux disaient ce qu'ils voulaient sans appui en images, la propagande a commencé à jouer dans tous les camps.

« Pendant cette période j'étais à Hassaké, la zone est tombée sous le contrôle de l'EI et mon village dévasté par les combats était dans la zone sous le contrôle du Front al-Nosra, je ne pouvais plus y retourner. J'ai couvert les combats sur zone, mais à cette époque la Dawla ne voulait rien

laisser sortir, elle avait aussi le souci de l'assise populaire, elle ne voulait pas que les combats fratricides avec le Front al-Nosra soient médiatisés.

« Personne ne pouvait rester à l'écart, la seule option était de quitter vers la Turquie. Des amis à moi avaient rejoint la Dawla, au début j'ai offert mes services sans pour autant vouloir vouer allégeance. Je voulais garder mon indépendance, pouvoir dire ce qui se fait de bien et de mauvais. J'ai eu la possibilité d'avoir des infos exclusives en toute liberté. C'est là que j'ai commencé mon activité sur les réseaux sociaux, sur Facebook et sur Twitter avec l'aide d'un ami à moi qui travaillait avec un groupe d'activistes locaux.

« Les représentants de la Dawla me faisaient confiance, ils ont vu que je n'ai rien diffusé sur les combats avec le Front al-Nosra, puis à cause des amis et des membres de ma famille qui étaient dans leurs rangs, j'ai fini par rejoindre la Dawla. Là j'ai constaté à quel point ils maîtrisent leur communication. Même ceux qui diffusent des infos qui vont dans leur sens et qui sont des fausses infos, sont réprimés très durement. C'était du sérieux, du professionnel qui dénote avec tout ce que j'avais connu jusque-là en Syrie. »

En ce qui concerne la machine médiatique de l'EI, al-Chami, en plus de confirmer une bonne

partie des informations que j'avais collectées au fil des années, avait beaucoup de choses à dire. Il m'a expliqué que les branches médiatiques par wilaya sont nées après son entrée à l'EI :

« Al-Furqan [bras médiatique central de l'EI] n'avait plus le temps de tout prendre en charge en termes de production. C'est là qu'on a commencé à voir les premières photos officielles diffusées avec l'inscription "urgent". Au début, beaucoup de comptes Twitter étaient connus, même si les combattants n'étaient pas officiellement mandatés à la communication. Puis quand la diffusion est devenue officielle, les reporters d'images ont fait leur apparition, puis les reportages vidéo ont vu le jour à leur tour. On est passés à autre chose.

« La Dawla voulait mettre un terme aux pratiques de certains combattants qui diffusaient des photos des combats depuis leurs propres portables. Tout cela va être cadré très strictement, certains soldats continueront quand même de transmettre des photos à des activistes qu'ils connaissent personnellement ou même à des journalistes, mais c'était de plus en plus rare.

« Aujourd'hui, quasiment rien n'est diffusé sans l'accord de la centrale, en fin de compte tout ça est complètement dématérialisé. Al-Furqan et al-Itissam (pour les productions multilingues de l'EI) se gardent les meilleures images filmées

avec les moyens les plus complets, et le reste est consommé pour alimenter la guerre médiatique. Tout le monde a son média, l'Irak, la Turquie, les pays du Golfe, et même les factions locales mènent une guerre médiatique contre l'EI.

« En Occident, vous pensez que ce sont des Européens ou des Américains qui alimentent la machine médiatique de l'EI. Peut-être, mais sachez que les Palestiniens sont très performants en ce qui concerne les médias. Les forums djihadistes les plus anciens comme Choumoukh al-islam étaient gérés par des Palestiniens. Les Tunisiens aussi, puis beaucoup des recrues ont fait des études dans des universités occidentales. Cela se voit dans le professionnalisme des productions d'Al-Hayat. On constate que l'empreinte occidentale est très présente. Il y a une inspiration des productions cinématographiques, il y a une vraie scénarisation. Quand un sillon est creusé dans la terre, un tissu blanc y est posé, pour qu'on voie le sang rouge couler sur le tissu blanc, ça démontre un effort de scénarisation.

« Par contre, la nationalité d'une personne n'est pas importante en soi. L'EI cherche des ressources humaines, celui qui a étudié dans les facs européennes a plus de capacités tout simplement, et il sera le bienvenu s'il passe le cap de l'entraînement militaire et idéologique. Puis la personne peut évoluer, mais ce n'est pas systématique.

Certains de ceux qui ont commencé par filmer les combats ont été refusés par al-Furqan, j'en connais personnellement.

« En ce qui concerne les personnes qui filment et les moyens techniques pour produire une vidéo de l'EI, je n'ai pas vu des compétences exceptionnelles. Un ordi et un programme *after effect* piraté sont suffisants pour faire une production de qualité. Une 3G, une mémoire externe, un ordinateur portable et une petite caméra, c'est quand même l'apanage de n'importe quel activiste syrien. Toutes ces compétences sont acquises sur le tas. Je n'ai jamais vu d'endroits précis dans lequel al-Furqan est basée ou même des écoles de formation. Tout est complètement dématérialisé et les ordinateurs de production sont complètement isolés d'Internet. Et ça, ce n'est pas une prouesse en termes de sécurité, on est dans les basiques.

« Pourtant, il faut savoir que l'EI cherche toujours à avoir les meilleures caméras et les plus légères. Les Sony, les Nikon et les Canon sont plutôt pour les prises statiques. Quand la scène est statique, tu peux jouer avec l'isolation de l'image et du son. Les avancées techniques sont suivies, certaines caméras coûtent des milliers de dollars. Donc, oui, il y a un budget important dédié à la communication.

« La radio Al Bayane donne des bulletins tous les jours à des heures bien précises, c'est l'émancipation de la Dawla, anglais, français, farsi, kurde, etc. Par contre, il n'y a pas de "wally" des médias, il y a des directeurs de l'information, et chaque wilaya à sa propre équipe. »

Par la suite, Omar et al-Chami vont se croiser sur les réseaux sociaux, collaborer, s'envoyer les candidats au djihad pendant plus d'un an. Puis ils se mèneront une guerre médiatique au nom de leurs groupes respectifs, Al-Qaïda et l'État islamique.

12

Les activistes et supporters du djihad

Plusieurs versions de la production sont préparées pour être compatibles avec les outils et réseaux de différents pays. Les soutiens ou les fans préparent des comptes, YouTube, Twitter, etc., pour la diffusion et pour les rediffusions suite aux suppressions de comptes ou de la vidéo elle-même.

De tous les mouvements djihadistes, l'État islamique est celui qui compte le plus grand nombre de fans sur les réseaux sociaux. D'ailleurs, c'est une de ses plus grandes réussites, un aveu de la bouche de ses ennemis mêmes. Le témoignage d'Omar du Front al-Nosra n'est qu'un témoignage parmi tant d'autres.

Les plus ardents supporters de l'EI sur les réseaux sociaux gèrent avec différents pseudos plusieurs comptes en plusieurs langues à la fois, cela depuis les quatre coins de la planète. Un procédé qui permet d'amplifier la communication de

cette mouvance djihadiste à vocation internationaliste, mais aussi d'avoir une, voire plusieurs, «roues de secours» au cas où une plate-forme déciderait de fermer un compte.

J'étais en contact régulier avec un de ces activistes anglophones du djihad qui m'a expliqué qu'il ne se considère pas du tout comme un *fanboy*, mais comme «une personne avec de fortes convictions», un activiste réfléchi du djihad. Moaouia avait préféré ne pas révéler la zone géographique où il se trouve, aujourd'hui il est dans une prison asiatique pour «soutien à une organisation terroriste, avoir déclaré la guerre à l'État, activité illégale, conspiration et promotion de la haine». Cela malgré l'absence de contact physique avec l'EI. Moaouia était actif sur les réseaux sociaux en anglais et en arabe depuis plusieurs années, dès les premières heures de la rébellion syrienne et bien avant la création de l'EIIL. Mais ce n'est pas pour autant qu'il était un «recruteur» de l'EI et que la fermeture de son compte est «un coup dur pour les djihadistes».

Le «buzz» djihadiste

Moaouia m'avait affirmé : «Il est presque impossible de définir le nombre exact de supporters ou d'activistes sur les réseaux sociaux, j'en

avais des milliers dans mes contacts.» Selon lui, «le plus grand nombre d'entre eux, y compris pour les anglophones, se trouve dans des pays arabes comme la Libye, la Tunisie, la Jordanie, l'Irak et la Syrie. Puis dans les pays du Golfe, comme l'Arabie Saoudite et le Koweït». En comparaison, les supporters occidentaux seraient peu nombreux, exception faite des comptes actifs depuis les États-Unis. La langue arabe est toujours la mieux représentée, suivie de l'anglais. Les supporters arabophones seraient les mieux organisés, se coordonnant pour susciter «le buzz», créer et diffuser les hashtags (#) de façon simultanée *via* différents comptes.

Cette volonté de créer le buzz sur les réseaux sociaux m'a été ultérieurement confirmée par al-Chami. Il m'avait bien précisé «qu'ils essayaient d'incruster leurs vidéos sur les hashtags forts, concernant un match de foot international par exemple, ou sur n'importe quel hashtag *trending*, peu importe la langue. En même temps, on cherchait à rendre un de nos hashtags «trending» avant d'y incruster une vidéo ou un audio, d'où les longues attentes entre l'annonce d'une vidéo ou d'un communiqué audio du calife, donc très rare et attendu, et la diffusion. Par contre, même si le rôle des activistes ou des supporters sur les réseaux sociaux est primordial, pour nous il était tout de même accessoire».

Les supporters actifs sur les réseaux sociaux accomplissent une tâche considérable dans l'effort de diffusion des idées et des informations qui émanent des canaux officiels de l'EIIL. C'est également grâce à eux que les vidéos sont maintenues sur les réseaux sociaux, malgré les tentatives de censure. Selon Moaouia, «l'EI a prouvé depuis longtemps qu'il a une stratégie innovatrice et efficace sur les réseaux sociaux, mais cela aurait été sans effets réels si l'EI ne bénéficiait pas d'un soutien considérable dans le monde réel». L'EI avait même créé en avril dernier une application «L'aube des victoires» (Fajr al-Bachair), devenant le premier groupe djihadiste à mettre en ligne une application... depuis supprimée par Google. Une autre application pour téléphone Androïd existe aujourd'hui.

13

La terreur, fin ou moyen?

La violence, ou plus précisément sa mise en scène, ou celle du châtiment moral et physique, n'a pas commencé avec l'État islamique (EI). Ces pratiques sont aussi vieilles que les premières constructions sociétales de l'homme, mais demeurent présentes et acceptées à différents degrés sur une bonne partie du globe. Elles peuvent être étatiques, les exemples les plus parlants étant ceux de l'Arabie Saoudite et de l'Iran, ou criminelles, comme les décapitations pratiquées par certains cartels de la drogue mexicains. Aujourd'hui absentes des sociétés occidentales, il faut se souvenir qu'au XX[e] siècle encore elles étaient adoptées outre-mer par les puissances coloniales. Pourtant, ce message de terreur était alors considéré comme «efficace» face au soulèvement armé de populations autochtones. Cependant, ces pratiques, même utilisées par les propagandes pour galvaniser ou pour dénoncer,

n'avaient pas le retentissement médiatique que l'on constate de nos jours et, par conséquent, ne touchaient que les protagonistes ou les populations directement concernées. Et si on se concentre sur les vidéos de propagande djihadiste, on remarque que les décapitations prises en photo ou filmées ne sont pas une nouveauté non plus. L'une des plus «emblématiques» de notre siècle fut celle du ressortissant américain Nicholas Berg en 2004 par Abou Moussab al-Zarqaoui cité plus haut (p. 42).

Cette propagande se nourrit des images mettant en scène des pratiques des armées coloniales européennes au début du XXe siècle et celles des prisons d'Abou Ghraib et de Guantanamo au début de notre siècle.

Un «bond en avant» dans la propagande djihadiste

L'État islamique innove dans la production par la scénarisation et la réalisation d'une partie de ses vidéos. Différents «publics» sont visés, et chaque vidéo de propagande cherche à toucher un ou plusieurs d'entre eux. À la différence des procédés ou «façons de faire» d'autre groupes djihadistes avant lui, l'EI soigne sa communication et son message en usant ses propres relais

et moyens qui lui permettent de se passer des canaux médiatiques classiques tels que la radio, la télévision ou la presse écrite.

L'EI a commencé très tôt à produire des vidéos qui dénotent avec l'image classique que l'on pouvait se faire de la propagande djihadiste. Au-delà des images de camps d'entraînement et des appels au djihad réalisés à l'aide d'une caméra fixe, il s'est donné les moyens nécessaires pour suivre les combats au plus près. Notamment en installant des caméras go-pro au bout des kalachnikovs ou des RPG-7, ou en faisant appel à des «documentaristes» qui ne se contentent pas de suivre les combattants mais les accompagnent en première ligne. J'ai eu l'occasion d'interviewer plusieurs de ces derniers depuis le début du conflit syrien. Nombre d'entre eux, tel al-Chami, ont commencé comme activistes avec des moyens personnels mis à la disposition de la «cause», avant de basculer dans la couverture des actions militaires.

Si la violence des combats n'a rien d'inhabituel et que les mises en scène à la gloire ou à l'avantage du combattant n'ont rien de nouveau, voire font partie de l'apanage de toute force armée ou de toute milice, c'est dans la mise en scène scénarisée de la violence à outrance que l'EI s'est démarqué du reste des factions djihadistes. Il est en effet le seul à avoir industrialisé la production

et promu la diffusion massive des productions djihadistes, cela alors qu'Al-Qaïda se désolidarise officiellement de telles démonstrations.

Pourtant, cette violence «en boîte» avec son *story-telling* bien ficelé, semble coller à notre temps. Les djihadistes des cinq continents sont les enfants de ce siècle mondialiste et mondialisé. La plupart d'entre eux ont regardé les mêmes séries télévisées, joué aux mêmes jeux vidéo, suivi les mêmes guerres sur les chaînes d'infos en continu, vécu les mêmes problèmes économiques et les mêmes questions concernant la mutation globale vers une mondialisation uniformisant les quotidiens. Ils sont issus de différents *backgrounds* culturels et mettent leurs compétences au service du califat qui attaque les modèles sociétaux occidentaux au même titre que les modèles traditionnels des sociétés arabes et islamiques. Cette combinaison des savoirs entre toutes les composantes humaines de l'EI fait que la machine de communication et de propagande djihadiste du groupe est *de facto* des plus redoutables. On est loin des djihadistes d'Al-Qaïda forcés de communiquer depuis leurs grottes ou leurs déserts. Sans oublier qu'à cette époque, les Occidentaux avaient fait la différence en termes de communication. Je pense, à titre d'exemple, à l'Américain Anwar al-Awlaqi, d'AQPA, principal inspirateur d'un nouveau mode de communication *via*

Internet avec le magazine en ligne *Inspire*[1], avant d'être neutralisé par une frappe de drone américain le 30 septembre 2011 – son fils de seize ans sera tué de la même manière le 15 octobre suivant. Mais aussi à «Aazam l'Américain», qui avait supervisé la production d'As-Sahab, le bras médiatique d'Al-Qaïda, avant d'être tué par un drone américain au Pakistan en 2015. Aujourd'hui, Palestiniens, Irakiens, Syriens et Occidentaux opèrent dans les organes de communication de l'EI à différents niveaux, du théâtre des opérations jusqu'au virtuel des réseaux sociaux.

Une violence à dessein destinée à des publics bien définis

Depuis 2006, la production médiatique de l'État islamique en Irak, ancêtre de l'actuel califat, avait commencé à se démarquer des productions classiques à travers la scénarisation des contenus. Cela grâce aux compétences de djihadistes venus des pays du Golfe ou des Territoires palestiniens et qui ont rejoint le djihad en Irak dès 2003. Sans raconter l'évolution de la

1. J'ai été moi-même cité dans le numéro du 24 décembre 2014 au même titre que James Comey, directeur du FBI, et Gabriel Weimann, professeur à l'université de Haïfa (Israël).

communication d'al-Furqan et de ses déclinaisons, on va se concentrer sur des productions représentatives des nouveaux aspects de la violence.

L'une d'elles met en scène l'exécution d'officiers aviateurs et de soldats syriens capturés à l'aéroport militaire de Tabqa. Elle a été diffusée à la mi-octobre 2014 sous le titre « N'en déplaise aux mécréants ». C'était la première mise en scène de plusieurs égorgements simultanés. Une vidéo où l'on a pu identifier Maxime Hauchard, un converti originaire de Normandie, et d'où est partie la polémique, ici en France, autour de la présence d'un autre de nos compatriotes, Mickaël Dos Santos. Nous étions quelques-uns à affirmer que ce ne pouvait être lui. Un de nos arguments était en rapport avec le message – celui-ci est généralement contenu dans l'image et non dans le commentaire – que souhaitait véhiculer l'EI dans cette production d'al-Furqan : représenter les différentes nations ou origines présentes dans les rangs de l'EI par un de leurs ressortissants. Il n'y avait donc aucune raison pour que la France soit représentée par plus d'un djihadiste.

Le message le plus visible à l'image reste celui d'une vengeance brutale et sanguinaire par une sorte d'internationale djihadiste. L'EI se veut en effet internationaliste en application des préceptes d'un islam qui transcende races et origines, d'où la mise en scène avec des djihadistes

de différentes nationalités, réunis sous la bannière du califat. L'autre aspect de cette image est celui de la menace que représenteraient ces djihadistes pour leurs pays d'origine. Nous sont donc présentés des hommes de diverses provenances, tous aguerris et prêts à égorger au nom de leur groupe. Mais cela ne s'arrête pas là. À la fin de la vidéo, le Britannique « Djihadi John », qui mène le cérémonial, apparaît tenant la tête d'un otage américain. Là aussi le message est double : d'une part l'EI met les soldats et les aviateurs du régime syrien au même niveau qu'un ressortissant occidental (il s'agit de Peter Kassig, cité p. 131) pour dire que Washington et Damas appartiennent au même camp ; d'autre part, il marque le début de la bataille de Dabiq, lieu du tournage, qui, dans un hadith apocalyptique, est présentée comme le dernier combat entre les armées romaines, donc occidentales, et musulmanes.

En renvoyant dos à dos Occidentaux et militaires du régime syrien, l'EI endosse l'habit du vengeur aux yeux des musulmans sunnites en général, mais surtout des populations sunnites syriennes et irakiennes, qui constituent son premier vivier populaire. Le but est similaire quand ses hommes exposent les têtes des officiers et soldats syriens sur une place publique de Raqqa. Une perception qui se renforce de jour en jour vu

les alliances de plus en plus hétéroclites qui se nouent en Irak comme en Syrie. Car même si ces alliances sont parfois ponctuelles et opportunistes, elles sont présentées par l'EI, et donc perçues comme une conséquence logique au retour du califat rejeté par les puissances occidentales et leurs régimes vassaux de la région, tous prêts à mettre leurs différends de côté pour le combattre. La réalité est bien entendu beaucoup plus complexe, mais la perception est primordiale pour la propagande djihadiste à tous les niveaux. Comme l'expliquait Carl von Clauzewitz dans *De la guerre*, il y a la victoire et la perception d'une victoire; il y a la réalité et la perception de cette même réalité.

L'EI a également diffusé plusieurs vidéos d'exécutions perpétrées par des enfants. Pourquoi des enfants? Parce qu'il présente ainsi au monde une nouvelle génération de djihadistes, encore plus déterminés que leurs aînés. Il dit que la relève est prête, cette «génération qui va conquérir l'*Andalouss* ou l'Andalousie [l'Espagne] et Rome», qu'une société combattante est en formation. Mais en faisant exécuter ces «espions de puissances ennemies» par des enfants, il s'agit aussi d'humilier l'ennemi. Là encore le message est dans l'image et non dans le commentaire. Et quand, à la date anniversaire de sa première attaque du 11 mars, on voit un proche de Mohammed Merah supervi-

ser son demi-fils lors de l'exécution d'un homme qualifié d'«espion du Mossad», l'EI nous renvoie à toute l'affaire sans même que celle-ci soit mentionnée. Et lui redonne toute sa dimension liée au conflit israélo-palestinien.

Nombreux sont ceux qui pensent que la communication de l'EI est destinée à impressionner les Occidentaux tout en cherchant à les attirer dans ses rangs. Pourtant, ses productions scénarisées avec une violence sans précédent visent d'abord les populations locales. Ainsi, un pilote de F16 jordanien, capturé après que son avion fut abattu, a été brûlé vif, et enseveli sous les décombres d'un quartier de Raqqa bombardé par la coalition à laquelle son pays appartient «en application de la loi du talion». Cette mise à mort spectaculaire fait suite à une sorte de micro-trottoir réalisé dans différentes provinces de l'EI, dans lequel il était demandé aux habitants et aux combattants quelle sentence ils souhaitaient pour le pilote. Le message est clair : l'EI rappelle qu'avec peu de moyens il est parvenu à descendre un F16. Il y voit une intervention divine qui lui donne un droit de vie et de mort sur le pilote tombé entre ses mains. De même, des «agents» sunnites de Bagdad et de la coalition ont été tués qui par noyade dans une cage, qui enfermés dans une voiture, qui pulvérisés par une roquette RPG-7, qui décapités à l'explosif. Sa manière

de « venger les victimes civiles des frappes de la coalition ». Puis, dans une autre production, des miliciens chiites sont brûlés vifs, suspendus à quelques centimètres du sol. Là encore il s'agit de vengeance, les mêmes agissements ayant été commis par d'autres miliciens chiites à l'égard de combattants sunnites.

Les égorgements d'otages occidentaux, ou japonais, sont certes destinés aux décideurs politiques, mais ils s'adressent avant tout à l'opinion publique des pays démocratiques. Une opinion qui a son mot à dire dans les urnes et donc sur la décision d'envoyer des soldats au sol. Il faut cependant noter que, pour la propagande de l'EI, une décision interventionniste de l'Occident comme une décision de retrait sont toutes deux bénéfiques : dans le premier cas les djihadistes auraient réussi à attirer les armées occidentales au sol, une stratégie classique ; dans le second, la dissuasion aurait marché.

N'oublions pas ici la violence des sentences de « droit commun », comme le voleur qui se voit couper une main ou l'homosexuel qui est jeté depuis un toit ou l'adultère lapidé. Une violence au service du nouvel ordre établi suivant les préceptes les plus rigoristes de l'islam.

L'absence de violence également au service de la propagande

Même si d'autres groupes djihadistes ont déjà mis en avant les aspects dogmatiques, civils et sociétaux de leur structure, et là je pense très précisément à des groupes ennemis de l'EI comme le Hamas palestinien ou le Hezbollah libanais, jamais un tel effort n'a été entrepris, et de manière si explicite, à destination du public occidental. L'EI a mis cet aspect de sa propagande dans la bouche d'un représentant de son ennemi, John Cantlie, un journaliste britannique qu'il détient en otage. La captivité et le statut de Cantlie ont évolué sous nos yeux en images. Celles-ci l'ont montré vêtu d'une combinaison orange et enfermé, puis en habit civil et conduisant une moto de la police islamique dans les rues de Mossoul. Dans une première série de sept vidéos, Cantlie a exposé l'idéologie de l'EI et essayé de déconstruire la politique étrangère occidentale, américaine en particulier. Ses arguments n'étaient pas appuyés sur les diatribes habituelles, ils ne comprenaient aucune référence religieuse, aucune violence. Sept épisodes qui s'adressaient au public occidental, à la ménagère de moins de quarante ans, aux électeurs... Une seconde série a mis en scène Cantlie en civil dans les rues de Kobané, d'Alep et de Mossoul, avec le même fil

conducteur : déconstruire les idées reçues et les montages médiatiques dénigrant l'EI. Le correspondant britannique a même écrit des articles dans le magazine anglophone de l'EI, *Dabiq*.

Les médias ont-ils une responsabilité dans la propagation de cette violence?

Cette question se pose tous les jours, mais est-elle toujours pertinente? Déjà, il faut redéfinir «les médias». On est loin de l'époque de la seule presse écrite, de la radio ou même du monopole de l'information par les journaux télévisés. Combien sommes-nous aujourd'hui à attendre le journal de 20 heures pour nous informer? Cette réalité a été étudiée et intégrée par différents groupes djihadistes. Leurs communicants sont les enfants de notre siècle numérique. Désormais, rares sont ceux qui passent par les agences de presse ou les médias traditionnels pour diffuser un communiqué ou une revendication. Un des derniers exemples en date est celui de Jamaat Ahl al-Sunna al-Tawhid Wal-Jihad (Boko Haram) avant son allégeance en bonne et due forme à l'État islamique. Ayant suivi les phases de rapprochement entre les deux groupes de très près, j'ai pu constater, grâce notamment à une source qui a œuvré à ce rapprochement, que le groupe djihadiste

africain a été sommé de répondre à une sorte de cahier des charges pour que l'allégeance souhaitée par Aboubakr Chikhaoui soit acceptée par Abou Bakr al-Baghdadi. Une des «clauses» concernait l'amélioration et le quadrillage de l'effort médiatique du groupe pour qu'il concorde avec celui de l'EI. L'acceptation de cette clause est très visible dans les productions récentes de Boko Haram et dans leur mode de diffusion sur les réseaux sociaux, outrepassant le canal habituel de l'AFP.

Par ces pratiques, les groupes djihadistes contrôlent leur communication et ne sont pas à la merci des médias *main stream*. L'époque où ben Laden, inspirateur et fondateur à beaucoup d'égard du djihad moderne, devait passer par Al Jazeera ou n'importe quel autre organe médiatique pour diffuser sa parole est bel et bien révolue.

Aujourd'hui, que ce soit pour les différentes branches d'Al-Qaïda, qui ont adopté un mode de diffusion décentralisé, ou pour l'État islamique, la communication n'a plus besoin des médias traditionnels. D'où la rareté des interlocuteurs des djihadistes dans le monde de la recherche ou du journalisme. Ce qui ôte toute responsabilité en termes de propagation du message brut. Une vidéo de l'EI ou d'Al-Qaïda fait des milliers de fois le tour du monde avant de faire l'objet d'un sujet d'un journal télévisé. En revanche, la

vérification, l'explication et la décortication du contenu de toutes les productions djihadistes sont au cœur d'un travail journalistique qui a l'ambition de donner des éléments de compréhension objectifs pour qu'en fin de compte le lecteur ou l'auditeur se fasse sa propre idée du sujet.

CONCLUSION

Le projet de cet État islamique, aussi perturbant soit-il, est révolutionnaire dans ses aspirations, comme dans la façon dont il se définit dans notre monde actuel et contre tout ordre établi. Il faut rappeler que le wahhabisme, pensée développée par Mohammed ben Abdelwahhab, prédicateur et théologien du XVIII[e] siècle, était lui aussi une réponse aux mouvements qui ont tenté de « réformer l'islam », il y a plus de trois siècles bien avant de devenir l'inspirateur du djihad moderne. Donc une sorte de contre-révolution pour un retour aux sources de la religion pure des origines. « Libérés même des croyances coutumières de nos parents, on veut bâtir notre État, restaurer le califat et rendre à l'islam sa gloire », me dit un jour un djihadiste français imprégné de l'imaginaire d'un islam glorieux, libre et conquérant, loin

de l'idée d'obscurantisme et de retour au Moyen Âge que l'on oppose à l'État islamique.

À travers cet ouvrage, j'ai souhaité donner quelques clefs aux lecteurs. Mais les pistes de réflexion sont nombreuses, et certaines questions doivent être soulevées dans le débat public. Si les djihadistes ne sont pas musulmans, comme l'affirment certains, pourquoi chercher les réponses dans un islam de France, ou en formant des imams républicains? Est-ce que les croisés, qui ont tué d'autres chrétiens, qui ont assiégé des villes chrétiennes, fait la guerre et massacré au nom de Dieu étaient chrétiens? Oui. Représentaient-ils pour autant la communauté chrétienne tout entière? Non. Est-ce que les conquistadors, qui ont décimé les peuples aborigènes d'Amérique latine, représentaient le message de paix et de pardon chrétien? Pourtant, personne ne s'est aventuré à dire qu'ils n'étaient pas chrétiens. Alors pourquoi se précipiter pour affirmer que les djihadistes de l'État islamique ne sont pas musulmans, tout en réclamant aux musulmans de s'en dédouaner? Et pourquoi ces mêmes musulmans se prêtent-ils à cet exercice alors qu'ils ne sont pas responsables des agissements de quelques-uns, tout musulman soient-ils?

Et à ceux qui accusent les candidats au djihad d'ignorer l'islam, je pose cette question : Est-ce que tous ceux qui ont rejoint les brigades commu-

nistes maitrisaient l'idéologie marxiste-léniniste? Un homme peut être emporté par une idée qui le dépasse sans la maitriser dans le détail. Les djihadistes de l'EI eux-mêmes disent que «le djihad actuel est un djihad de masse», en opposition au djihad d'élite prôné par leurs prédécesseurs d'Al-Qaïda. Nier la dimension religieuse du phénomène djihadiste, c'est nier l'essence même de ce qui motive des hommes et des femmes de différentes nationalités et origines à franchir le pas du djihad.

Bien sûr que les facteurs sociaux et/ou culturels jouent un rôle dans cet engagement, mais n'est-ce pas toujours une combinaison de facteurs qui poussent à des choix pouvant mettre sa propre vie en péril? Qu'est-ce qui a réuni dans les rangs de l'EI un Normand, un jeune d'une cité de l'agglomération parisienne, un autre de Nice, avec un Chilien, un Ouzbek, un Américain et un Syrien, si ce n'est la foi, une espérance?

Le religieux reste le moteur de l'histoire humaine. Même si, en France, beaucoup, de gauche comme de droite, s'évertuent à nier cette réalité qui a forgé et forge les sociétés humaines de par le monde[1]. George Bush n'a-t-il pas qualifié sa guerre d'Irak de croisade? Le patriarche

1. Lire : Jean Birnbaum, *Un silence religieux : la gauche face au djihadisme*, Seuil, 2016.

Kirill de Russie n'a-t-il pas béni les avions de chasse russes engagés en Syrie? La cellule française de renseignements «Allat» ne porte-t-elle pas le nom d'une déesse arabe préislamique, un des cultes contre lesquels s'est construit l'islam? Al-Lât est même une des rares divinités citées dans le Coran. Même dans un pays laïc, l'humain demeure habité par le religieux.

Le djihad global, qui se dessine et évolue depuis des décennies sous nos yeux, vise-t-il strictement le mode de vie occidental tel qu'on nous l'assène désormais des deux côtés de l'Atlantique? D'ailleurs, peut-on affirmer qu'un mode de vie occidental existe? En quoi résiderait-il? Une société capitaliste, consumériste? Défend-on tous unanimement la même vision de la liberté de la presse ou même de la démocratie? Est-ce celui du chanteur des Eagles of Death Metal qui est pour le port d'armes, vote Trump et penche vers la piste complotiste concernant les attentats de novembre 2015? Est-ce celui de *Charlie Hebdo*, alors que les médias anglo-saxons ont refusé de diffuser la première une du journal satirique après les attentats de janvier?

Quand les djihadistes frappent les pays occidentaux et tuent des civils, ce n'est pas uniquement contre un «mode de vie» qu'ils agissent, mais aussi en réponse à des politiques étrangères récentes, qui s'articulent dans le monde arabo-

musulman, dans un décor gravé par des siècles d'une histoire conflictuelle entre sunnites et chiites, entre Occident et Orient, entre clans et entre tribus, entre oppresseurs et opprimés. À l'écriture de ces lignes, l'État islamique est actif sur trois continents, l'Asie, l'Afrique et l'Europe : en Syrie, Irak, Liban, Turquie, Arabie Saoudite, Yémen, Afghanistan, Pakistan, Indonésie, Philippines, Bangladesh, Égypte, Libye, Algérie, Tunisie, Nigeria, Cameroun, Tchad, Somalie et Russie (Caucase). Il a aussi agi en Belgique et en France, avec des attentats perpétrés majoritairement par des citoyens européens. Pour des raisons «pratiques», les exécutants sont d'anciens délinquants, les plus à même de conduire ce genre d'attaque. Ce sont eux qui savent comment se procurer des armes, trouver des points de chute et déjouer la vigilance des autorités. Et aussi loin qu'aux États-Unis et en Australie, des attaques ont été menées au nom de l'EI. Une réalité inédite qu'il ne s'agit pas d'excuser, mais qu'il est indispensable d'appréhender, de connaître et de comprendre à un moment où l'analyse rationnelle, quoique souvent absente, ne suffit plus. Il s'agit de comprendre avec sa tête... mais aussi avec ses tripes.

Personnages principaux

Oussama ben Laden : fondateur d'Al-Qaïda. Tué en 2011 au Pakistan par une force d'intervention américaine.

Ayman al-Zawahiri : émir d'Al-Qaïda depuis la mort de ben Laden.

Abou Moussab al-Zarqaoui : Ahmad Fadil Nazzal al-Khalayleh, fondateur d'Al-Qaïda en Mésopotamie [Irak], une des principales composantes de l'EII. Tué en 2006 en Irak par une force d'intervention américaine.

Abou Bakr al-Baghdadi : émir de l'EII, puis EIIL, puis calife de l'EI.

Nasr al-Anssi : ancien de la guerre d'Afghanistan, émissaire d'Oussama ben Laden aux Philippines, un des théologiens les plus influents d'AQPA et d'Al-Qaïda. Mort frappé par un drone américain à Al-Mukalla au Yémen en 2015.

Abou Mohammed al-Adnani : Syrien de la région de Benich Idleb, porte-parole de l'EI.

Bachar al-Assad : président de la République arabe syrienne, de confession alaouite, une branche du chiisme.
Nouri al-Maliki : ancien Premier ministre irakien, de confession chiite.

Principaux contacts cités

Ibn al-Rafidayn : le fils des deux fleuves [l'Euphrate et le Tigre] – l'actuel Irak ou la Mésopotamie – était appelé le pays des deux fleuves en arabe. Il est un des principaux personnages irakiens de la machine médiatique de l'EII, puis EIIL, puis EI. Toujours vivant.
Omar : Syrien, chef d'une unité rebelle proche du Front al-Nosra puis membre du Front al-Nosra, il aura un rôle médiatique important et assurera un rôle d'accueil pour les djihadistes étrangers qui arrivaient en Syrie entre 2012 et 2014. Toujours vivant.
Abou Ali : commandant militaire d'une chambre commune rebelle puis dans les rangs du Front al-Nosra dans la région du Golan à la frontière d'Israël. Tué dans des combats contre l'armée syrienne courant 2014.
Mohanad Ghallab : Égyptien et communiquant-porte-parole en chef d'AQPA avec les médias. Diplômé en communication et médias. Tué à Al-Mukalla le 22 avril 2015.
Al-Chami : activiste syrien qui a rejoint les rangs de l'EI, et qui a eu des responsabilités médiatiques importantes dans les régions de l'Est syrien avant

de quitter l'EI pour rejoindre l'Europe en tant que réfugié. Toujours vivant.
Abdel Majid al-Outaïbi : de nationalité saoudienne, de son nom de guerre Karin al-Klach ou compagnon de la Kalachnikov, Outaïbi était un des premiers djihadistes de l'EII à rejoindre la Syrie sous la bannière du Front al-Nosra. Par la suite, il a eu de grandes responsabilités dans la région de Ghouta dans les faubourgs de Damas. Il était une des figures de proue de l'EI. Assassiné par une faction rebelle en 2015 dans la région de Ghouta.
Al-Fahdaoui : membre du clan Boufahd, il finira par rejoindre l'EI en tant que combattant. Toujours vivant.
Aassem : Kurde syrien, commandant d'une unité de l'EIIL, puis de l'EI. Toujours vivant.
Al-Zoughbi : commandant saoudien de l'EI. Toujours vivant.
Farés : djihadiste syrien de l'EII, puis activiste sur Internet qui animera le site al-Manara al-Bayda à l'origine de la machine médiatique du Front al-Nosra du même nom. Disparu.

Acronymes et mots en arabe récurrents

EII : État islamique en Irak (13 octobre 2006-9 avril 2013)
EIIL : État islamique en Irak et au Levant (9 avril 2013-29 juin 2014)
EI : État islamique (29 juin 2014 à nos jours)
AQMI : Al-Qaïda au Maghreb islamique
AQPA : Al-Qaïda dans la péninsule Arabique

Le Front al-Nosra : Le Front du soutien [aux habitants du Cham], branche syrienne d'Al-Qaïda.
Al-Qaïda : la base [du djihad].
Dawla : État [islamique].
Al-Hayat : La vie, branche médiatique multilingue de l'EI.
Jazrawi : originaire de la Jazira [la péninsule Arabique].
Chebab : les jeunes [moudjahidines].
Zakat : l'aumône islamique obligatoire.
Cham : Le Levant (Syrie, Liban, Jordanie, Israël, Palestine, Sinaï).
Sahwat : forces de l'éveil [sunnite] formées en 2007 en Irak avec une aide massive américaine pour contrer les djihadistes, certaines factions rebelles syriennes sont qualifiées de Sahwat par les djihadistes.

Table